

Heureux riches !

Moins de remboursements médicaux, moins de prestations sociales pour les retraités, moins d'impôts pour les hauts revenus... Ces mesures, annoncées par Jacques Delors le lundi 27 février à France-Inter, montrent bien ce que signifie, aujourd'hui, « alléger l'Etat ». De telles informations tiennent en partie du « ballon sonde », comme il avait été pratiqué pour les « zones de reconversion industrielle », il y a quelques semaines. Mais leur annonce ne doit laisser aucune illusion.

Les Français devraient être sous peu « invités » à « recourir davantage aux assurances privées » ! Il s'agit en fait d'une pure et simple trahison des principaux engagements de la gauche que Jacques Delors lui-même venait de rappeler dans *les Nouvelles* du 23 février en réponse à Yves Montand : « La solidarité entre les faibles et les forts, prêchait-il, entre les chanceux et les moins chanceux, c'est un acquis des luttes passées. »

En pratique, cet acquis — l'ensemble des avantages sociaux arrachés par les travailleurs au cours de dizaines d'années de lutte — est bradé par le gouvernement. Pour négocier avec le patronat, la majorité PS-PC apporte à la table de négociation « du grain à moudre » : la remise en cause des avantages acquis pour gagner les « bonnes grâces » de ces messieurs. « Une politique de gauche aujourd'hui, c'est celle qui permettra à la France d'être dans le peloton de tête des nations industrielles dans dix ans », dit Delors. Comme Barre, qui lui ne se réclamait pas de « la gauche » ! Et comme Barre jusque dans les détails : « Il faut produire davantage avec moins de gens », dit l'actuel ministre de l'Economie, qui prétend que « ce n'est que si l'on applique cette méthode que l'on créera des emplois ».

On ne peut tourner davantage le dos à la priorité au plein emploi, aux trente-cinq heures, à la défense de la protection sociale, et à tous les objectifs de « justice sociale ». Car tout se passe comme si le gouvernement pensait avoir des comptes à rendre au patronat et non pas aux travailleurs !

La droite et les évêques sont dans la rue POUR L'ECOLE PUBLIQUE MANIFESTATION NATIONALE



Les mineurs à Paris pour leurs emplois

POINT DE MIRE

CENTRE-GAUCHE

Vieilles recettes

Les unes après les autres, la gauche perd les élections partielles et continue de se discréditer. Peu reluisante et pas très attractive, la droite reste divisée. Elle possède aujourd'hui quatre leaders et par conséquent trois de trop. C'est devant un tel drame que des hommes politiques ont décidé de se sacrifier pour la France, de prendre leurs responsabilités et de créer un nouveau courant politique. Ailleurs, c'est-à-dire au centre.

Depuis plusieurs mois, le petit monde parisien a les yeux rivés sur les efforts des deux Faure. Certes, Edgar et Maurice avaient, croyaient-ils, l'avantage d'avoir toute leur vie mangé à tous les râteliers. Ils avaient ainsi la prétention de jouer le rôle de casque bleu de la division gauche-droite qui chagrine tant bon nombre de politiciens. Mais nos vieux brisquards de la IV^e République sont tombés sur un os et n'ont toujours pas réussi à soulever l'enthousiasme des foules quelque peu écoeurées par la politique politicienne.

Et pourtant, à l'Elysée, on n'avait pas ménagé ses efforts pour faire apparaître un « centre gauche ». En effet, le président pense à tout, y compris à la nécessité de préparer pour demain une nouvelle majorité avec une nouvelle composante, mais sans les communistes.

Le projet des deux Faure piétinant, certains s'efforcent aujourd'hui de

ra peaufiner, en épousant quelques idées à la mode. La recette est simple. Il s'agit de construire un courant qui « dépasse les vieux clivages gauche-droite », un courant moderne et réaliste qui accepte l'austérité (« Vive la crise ! ») et la transforme en une nouvelle vertu. Antitotalitaire comme il se doit, ce courant doit apparaître comme neuf, avec un langage neuf et bien sûr, des hommes neufs, des gens de « bon sens » exprimant les idées de monsieur ou de madame « tout le monde ».

Alors, on a cherché en dehors de la sphère du politique (c'est comme cela que l'on dit) et on a trouvé : un journaliste, humaniste connu, Jean-François Kahn, un écolo plus très vert, Brice Lalonde, un médecin des opprimés, Bernard Kouchner et pour couronner cette offensive de charme, un chanteur de talent, Yves Montand.

Belle manœuvre qui consiste tout simplement, au nom du renouveau, à faire passer une politique de droite grâce à des hommes qui furent à gauche. Sportifs, peintres, musiciens, préparez-vous, demain Gattaz ou Delors feront appel à vous.

Triste spectacle d'un monde bourgeois qui n'a plus rien à offrir et d'une gauche officielle complètement récupérée. Delors vient d'affirmer qu'il « comprend les déçus du socialisme » mais où est donc le socialisme là-dans ?

Raphaël Duffleaux

IMMIGRES
Les responsabilités
d'un incendie

La société Soundiata qui gère une vingtaine de foyers de travailleurs immigrés africains voulait augmenter de 100 % les loyers des résidents du foyer situé 15, rue de Lorraine, dans le 19^e arrondissement à Paris. Les habitants ont refusé et ont cherché à négocier. Pour toute réponse à ce refus, la Soundiata a coupé le chauffage, le gaz, l'eau chaude, l'ascenseur.

sans chauffage pendant plusieurs semaines, ont dû utiliser dans leur chambre un chauffage d'appoint. L'inévitable ne pouvait qu'arriver. Le vendredi 17 février, au petit matin, un incendie a éclaté dans la chambre de Sarr Djibril, père de trois enfants. Grièvement brûlé, il décède quatre jours plus tard à l'hôpital Saint-Antoine.

Pour le comité de résidents, les responsabilités sont claires : « La Soundiata est entièrement responsable de la mort de notre camarade. Les coupures de prestations en plein hiver sont irresponsables et criminelles et el-

les sont malheureusement courantes aujourd'hui dans les foyers des travailleurs immigrés. »

* Comité des résidents, 13-15, rue de Lorraine 75019 Paris. Tél : 205 39 75.

ANTIRACISME
Une campagne
du 5 au 10 mars

A l'issue de la marche contre le racisme, Mitterrand recevait les jeunes « beurs » et avançait de vagues promesses concernant la carte de dix ans. C'était indiscutablement avec le droit de vote la revendication qui fut la plus avancée au cours des diverses manifestations de la marche.

Sur cette base plutôt floue, le Collectif national pour une carte de dix ans écrivait à Mitterrand pour demander des précisions et rappeler sa propre revendication : une carte unique de dix ans, automatiquement renouvelable, non informatisée, pour tous les immigrés. Après délégation auprès des divers ministères, les intentions du gouvernement se précisent un peu : il s'agirait en fait d'un accès facilité à la carte de dix ans pour tous les immigrés possédant une carte de trois ans. La séparation séjour/travail demeurerait et avec elle le critère de l'emploi ; les femmes et les immigrés ayant une carte d'un an en seraient *a priori* exclus ; enfin, il ne s'agirait pas d'une loi (c'est-à-dire valable pour tous les immigrés en tout temps) mais d'un décret pris à la va-vite et si possible discrètement de façon à éviter tout débat national sur la question. Donc, pas grand-chose en vérité.

Face à cette situation, le Collectif national pour une carte unique a décidé d'intensifier la

campagne qu'il mène depuis un an, pour rappeler, tant qu'il en est encore temps, la seule revendication valable à ses yeux, la seule mesure qui permettrait de rompre réellement avec les pratiques passées : à l'heure où l'on préfère parler du « retour » des immigrés, cette revendication qui s'inscrit dans le droit fil de l'insertion des immigrés en France et de l'égalité des droits, permettrait un pas en avant considérable dans la lutte contre le racisme.

Dans la semaine du 5 au 10 mars, le Collectif national et toutes les organisations qui le composent appellent donc à une semaine d'action et d'initiative pour la carte unique de dix ans pour tous les immigrés. 5 000 nouvelles affiches, 5 000 autocollants seront massivement collés. Un tract d'explication autour de la revendication sera diffusé par les collectifs sur la région parisienne. Le maximum de délégations unitaires auprès des élus locaux devront être organisées. Pour préparer cette semaine, un questionnaire sera diffusé auprès des immigrés pour les sensibiliser à la campagne et recueillir des témoignages sur les différents problèmes liés au renouvellement des papiers. Tous ces éléments permettront la constitution d'un dossier.

Dans les entreprises, dans les quartiers, nous devons donc faire le maximum pour rappeler cette exigence de l'égalité des droits, promise par le PS avant son élection au gouvernement et rangée dans les tiroirs comme tant d'autres au nom de prétendues difficultés administratives qui n'existent pas.

♦ Le Collectif national pour une carte de dix ans est composé d'une quarantaine d'organisations dont la CFDT, la FASTI, la CIMADE, le GISTI, le PSU, la LCR. Son adresse (pour le matériel) : c/o CIMADE, 176, rue de Grenelle 75007 Paris.

« SANS BOTTES
NI MEDAILLES »
Un trotskyste breton
dans la guerre.
André Calvès.

En souscription
jusqu'au
31 mars 1984

45 francs
au lieu de 60 francs

La victoire d'Hitler en Allemagne, le Front populaire, la Révolution espagnole, les procès de Moscou, la déclaration de guerre : les souvenirs d'André Calvès s'enracinent dans cette décennie. A travers son itinéraire personnel, notre camarade Calvès révèle une page d'histoire méconnue : l'activité des trotskystes français, à Brest et à Paris, de l'occupation allemande à la « Libération ». A l'époque où il était « minuit dans le siècle », des militants ont combattu contre le fascisme sans céder à l'union sacrée. Ils étaient trotskystes André Calvès était de ceux-là.



PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

MONTPELLIER
La cour d'appel
au secours
du Front national

Notre camarade Paul Alliés est poursuivi par le Front national devant les tribunaux depuis les élections municipales de mars 1983. Il avait appelé alors, au cours d'une émission télévisée, à « battre les racistes d'extrême droite » suite à une intervention d'un émule de Le Pen. Celui-ci avait perdu son procès en correctionnelle où il voulait que notre camarade soit condamné pour « injures publiques ». Ce jugement aura été de courte durée puisque un appel, obtenu dans des délais records par le Front national (deux mois au lieu de deux ans en moyenne) a lourdement condamné Paul Alliés, qui s'est pourvu aussitôt en cassation. Quatorze organisations ont adopté le communiqué ci-dessous.

« Les organisations soussignées ont pris connaissance du jugement rendu par la Cour d'appel de Montpellier le 8 février 1984 contre Paul Alliés. Elles en dénoncent le caractère doublement scandaleux :

— d'abord par la portée des condamnations qu'il prononce : 13 000 francs pour avoir prononcé très exactement la phrase suivante : « Nous appelons dimanche prochain à battre les racistes et l'ex-

trême droite comme nous venons de les entendre », et ceci tout de suite après une intervention à FR3 d'un représentant du Front national largement dirigée contre les travailleurs immigrés. (...)

— ensuite, ce jugement est scandaleux pour l'appréciation qu'il donne du racisme (qu'il définit en référence aux « thèses nazies et fascistes sur la race avec leur cortège de crimes ») exonérant ainsi le Front national de toute responsabilité dans l'exploitation d'une xénophobie ordinaire contre les travailleurs immigrés. Il bafoue ainsi les dispositions de la loi de 1972 faisant de l'incitation à la discrimination raciale un délit. (...)

Pour toutes ces raisons, les organisations soussignées considèrent que le jugement de la Cour d'appel de Montpellier est d'une exceptionnelle gravité. (...)

Syndicat des avocats de France. Association des juristes démocrates. Syndicat de la magistrature. Syndicat national des éducateurs de l'éducation surveillée (FEN). Syndicat national de l'enseignement supérieur et UNEF de la faculté de Droit de Montpellier. MRAP. Ligue des droits de l'homme. ASTM. Association vivre au présent. Association pour une culture sans frontières. Mouvement de la jeunesse socialiste. PSU. PCML. LCR.

La mobilisation continue donc de plus belle. Pour la soutenir, on peut envoyer ses dons à : Michel Miaille, professeur, faculté de Droit, 39, rue de l'Université 34060 Montpellier cedex.

REPERES

IMMIGRATION

Mensonges et réalité

L'INSEE vient de publier les premiers résultats du recensement de 1982. Plusieurs concernent la population étrangère. Celle-ci s'élevait en mars 1982 à 3 680 100 personnes, soit 6,8 % de la population totale. A peine 0,5 % de plus qu'en 1975 et une proportion équivalente à celle de 1931. Ces chiffres sont inférieurs aux chiffres donnés à l'époque par le ministère de l'Intérieur, qui ne tiennent pas compte d'étrangers ayant quitté la France. L'accroissement entre 1975 et 1982 n'a été que de 7 % contre 31 % de 1968 à 1975.

Le groupe le plus important, près de la moitié de la population étrangère, reste celui des pays européens.

Derrière l'alignement des chiffres, il y a quelques stéréotypes qui s'effondrent. Tout d'abord celui d'un prétendu envahissement. Ensuite, l'idée que les immigrés sont cause de chômage pour les Français. La population étrangère a été particulièrement touchée : le nombre des chômeurs a triplé en son sein. Enfin, l'idée reçue qu'en France étranger signifie Maghrébin ou Africain.

Une fois dégonflées, ces baudruches apparaissent pour ce qu'elles sont : du racisme. A l'heure où l'extrême droite relève le museau, où Le Pen, le tortionnaire d'Alger, se fait offrir une virginité par les médias et se prend pour Jeanne d'Arc repoussant l'envahisseur étranger, il importe de réfuter leur propagande. Il ne s'agit pas de prouver qu'on ne sait trop quel « seuil de tolérance » n'est pas dépassé mais de démonter les mensonges et de combattre pour l'unité de la classe ouvrière.

J.-J. L.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom _____
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	_____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	200 F	200 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

• Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

• Directeur de publication : Robert March

• Commission paritaire 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

L'Elysée capitule devant les Versaillais

A Versailles, le 4 mars, la droite entend rassembler des centaines de milliers de personnes en défense des privilèges de l'enseignement privé.

Le gouvernement plie et s'apprête à retirer son projet de loi. L'enjeu dépasse la seule question laïque : il faut battre cette offensive et stopper les capitulations à gauche.

Ecole privée, école-prétexte : le rassemblement de Versailles, le 4 mars, n'est rien d'autre qu'une manifestation nationale de toute l'opposition de droite.

Versailles, quel symbole ! Celui d'une monarchie défunte, mais que la hiérarchie catholique a longtemps voulu ressusciter ; celui de l'armée de Thiers écrasant la Commune de Paris, victoire dont l'Eglise (encore elle) a remercié le petit Jésus en érigeant le Sacré-Cœur ; celui, enfin, d'une ville de la haute société, protégée du monde, à l'image de l'école privée.

Et le 4 mars, quel succès ! Ils s'y seront tous mis : les partis de droite, avec leur appareil et leurs professionnels de l'affichage ; la presse-marteau, rabâchant que Lyon, Rennes et Lille n'étaient qu'un prélude au grand Nabuco de Versailles ; l'Eglise, paroisse après paroisse ; les petits commerçants, affiches sur la vitrine et tracts sur le comptoir à l'appui ; les parents d'élèves, branchés sur leur réseau téléphonique d'alerte ; et les chefs d'établissement mobilisés comme une seule soutane pour tenir les réunions d'informations, collecter les fonds, et organiser le déplacement. Après tout cet abattage, ils ne seront, un peu plus, un peu moins, qu'un demi-million...

Chaque concession engrangée

Mais qu'est-ce qu'il veulent ? Défendre les privilèges de l'enseignement privé ? Assurément. Discrediter l'Education nationale et l'amener à copier sur sa voisine catholique ? Encore plus ! Savary a pourtant donné à la droite plus qu'elle ne pouvait espérer : le statu quo est réservé, même aménagé en faveur de l'école privée ; et l'école publique serait, selon les termes mêmes du *Monde*, « privatisée », modelée sur le secteur privé.

Seulement voilà : Savary est le ministre d'un gouvernement porté par le PS et le PC ; et leur base sociale est exigeante ; le

gouvernement de gauche peut faire ce qu'il veut, les forces qui l'ont élu le rendront toujours insupportable à la droite.

S'agit-il de renverser le gouvernement par la pression de la rue ? Pas encore. Certes, les signes d'impatience se multiplient chez les militants du RPR et de l'UDF. Chirac y cède quand il évoque, à propos de l'école, « l'opposition entre le pays réel et le pays légal », ou quand il stigmatise « la mainmise du pouvoir socialo-communiste sur le cerveau de nos enfants ». C'est le créneau de l'opposition radicale qui est occupée par un Le Pen.

Mais attention : à précipiter les échéances, on risque de provoquer un sursaut du peuple de gauche. « La France est un pays fantastique », rappelait Barre, en termes choisis. La droite avait cru que les dernières municipales de mars 1983 suffiraient à « illégitimiser » le gouvernement. Espoir déçu, qui s'est reporté sur les européennes : la liste unique d'opposition servira à accentuer la polarisation.

En attendant, toute concession du gouvernement est bonne à prendre par la droite. Pour deux raisons : la première est que la gauche peut « faire passer » ce que la droite n'avait pu réaliser. Ainsi, le plan Savary prépare le terrain à une politique de démantèlement du service public, le jour où la gauche sera défaite. Précisément, c'est la deuxième raison de la politique de pression menée par l'opposition.

Les résultats, quasiment hebdomadaires, des élections partielles le confirment : les partis au gouvernement perdent des voix. L'exemple de Draguignan n'est pas le moins significatif.

Le terrain des « libertés »

Canaliser l'énergie de sa base, pour obtenir le maximum de concessions du

gouvernement, affaiblir ainsi celui-ci, sans pour autant quitter le cadre de la « légalité républicaine » : c'est tout l'art d'un Chirac.

Et le terrain des « libertés » est normalement privilégié. Il se nourrit d'un anticommunisme étendu, et d'un néo-poujadisme anti-étatique avivé par la crise. Le mouvement des routiers offrait la double opportunité d'accuser un ministre communiste, et de défendre des revendications composites, celles des capitalistes et celles des artisans du transport, celles des patrons et celles des salariés.

Rien ne manque à l'arsenal libéral : ni l'offensive idéologique des clubs et des médias, ni la démagogie à l'égard des couches moyennes et des petits patrons, ni la dramatisation de la loi sur la presse, ni les provocations des jeunes loups parlementaires conduisant Mermaz à les exclure de l'Hémicycle.

Nec plus ultra des « libertés », celle de l'enseignement. Un thème sensible, un réseau de mobilisation particulièrement efficace : l'école privée est une aubaine. Et le gouvernement encaisse, plie et abandonne. Jospin l'a dit ouvertement : « A partir du moment où le gouvernement a des objectifs prioritaires, ceux de la bataille économique et sociale, je pense qu'il faut qu'il sache se concentrer dessus. On ne peut pas se fixer plusieurs objectifs à la fois. » Exit la laïcité.

Sinistre plaisanterie : si l'objectif du gouvernement était de vaincre la résistance patronale, d'imposer l'arrêt des licenciements et la défense du pouvoir d'achat, cela

se serait vu depuis trois ans, et la droite ne serait sans doute pas en mesure aujourd'hui d'occuper seule la rue.

Dynamique dangereuse

Or, au même moment où Jospin déserte le front scolaire, le gouvernement verse 500 millions au groupe Peugeot, liquide les Charbonnages, bouffe le pouvoir d'achat des fonctionnaires, et propose de réduire les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire la protection sociale.

En vérité, Jospin n'a qu'un souci : éviter qu'à la colère des travailleurs attaqués dans leur emploi et leur salaire ne s'ajoute la pression des laïques.

L'abandon des engagements laïques ne servira pas à mieux respecter les promesses économiques et sociales. Au contraire : en offrant à la droite une victoire exemplaire sur le terrain qu'elle a choisi, celui de l'école, le gouvernement pourra d'autant mieux « concentrer son énergie » à enterrer les revendications ouvrières.

C'est cela qu'il faut empêcher. La question laïque résume bien pour tous les travailleurs l'enjeu de la situation politique : battre l'offensive du patronat et de ses partis, stopper net les capitulations à gauche.

Contre la droite, pour une école laïque et plus démocratique, un million à Paris : c'est le défi, qui dépasse de très loin les enseignants et les parents.

Nicolas Jeanson



Manifestation de Lille pour l'école privée. Où sont les laïques ?



POUR UNE MANIFESTATION NATIONALE DES LAIQUES

Une majorité dans la FEN

Face à la pression de la réaction et alors que le projet Savary multiplie les concessions à son égard, une exigence se développe massivement : faire entendre la voix des laïques. Mais la direction du CNAL semble plutôt tergiverser.

Des régions les plus éloignées de Paris monte la volonté de répondre à la droite par une grande manifestation nationale. Dans la FEN, l'Ecole émancipée d'abord, puis Unité et action, tendance animée par les communistes, se sont prononcées pour cette perspective. Dans la tendance majoritaire — Unité, indépendance et démocratie —, de larges secteurs la reprennent à leur compte (Essonne, Val-de-Marne, Mayenne, Lot-et-Garonne, Bretagne, etc.). Tous les principaux syndicats de la FEN en discutent. Il n'est pas exagéré de dire que la montée laïque sur Paris est devenue une idée majoritaire dans la FEN.

Les prises de position suivantes ne sont qu'un échantillon d'un mouvement bien plus large.

Dans la FEN

FEN-34 (Hérault). Face à l'offensive de la droite (...) le CNAL se doit de réagir vivement en organisant une grande manifestation nationale et en engageant une campagne nationale d'action en direction de l'opinion publique et du Parlement. (...)

FEN-60 (Oise). Le conseil fédéral de la section de l'Oise de la FEN demande :

— au CNAL de prendre position sans ambiguïté contre les projets de Savary, et d'engager une nouvelle mobilisation des laïques sous la forme d'une manifestation nationale de masse à Paris ;

— aux élus départementaux de gauche de refuser d'approuver des mesures législatives en contradiction avec leurs engagements.

FEN-91 (Essonne). La CA de la FEN-91 s'adresse à la FEN nationale pour qu'au sein du CNAL elle propose au plus vite une nouvelle initiative nationale sans exclusion, le cas échéant, l'organisation d'une manifestation nationale à Paris.

FEN-Bretagne (Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan). Les manifestations organisées par l'enseignement catholique apparaissent à de plus en plus de gens comme

des manifestations de la droite politique, prenant prétexte d'une liberté qui n'est menacée par personne pour avancer sous le masque les objectifs qui visent, dans le cadre d'une politique de revanche, à liquider le service public.

La FEN-Bretagne demande au CNAL d'organiser une manifestation d'ampleur nationale. (...)

FEN-47 (Lot-et-Garonne). La CA demande au bureau fédéral de la FEN d'intervenir auprès du CNAL pour que soit organisée une grande manifestation nationale à l'appel du CNAL, des

confédérations syndicales et des partis politiques qui le soutiennent ; manifestation exigeant la réalisation rapide par voie législative du grand service public d'éducation unifié et laïque.

Dans le SNI

SNI-94 (Val-de-Marne). Le conseil syndical demande au bureau national de proposer au CNAL une manifestation nationale avec ce jour-là une grève des personnels de l'Education nationale.

SNI-53 (Mayenne). Le con-

seil syndical du SNI-PEGC de la Mayenne demande au CNAL de préparer une manifestation nationale laïque. (...)

SNI-29 (Finistère). Dans le but d'obtenir une loi-cadre de nationalisation, et le retrait du plan Savary, le conseil syndical donne mandat à son représentant au conseil national du SNI pour une manifestation un samedi à Paris, avec ce jour-là une grève nationale des personnels.

SNI-Paris 18^e. L'AG de la 18^e sous-section (...) demande dans ces conditions aux bureaux départemental et national du SNI-PEGC de proposer au CNAL une grande manifestation nationale au moment de la discussion parlementaire. (...)

SNI-92 (Hauts-de-Seine). Le conseil syndical du SNI-92 s'est également prononcé pour une manifestation nationale pour la transformation et l'unification du service public d'éducation.

SNI-Pavilly (76). A l'heure où la droite mobilise plus que jamais (...), il est plus que nécessaire que nos directions syndicales organisent une offensive réelle, vaste, unitaire, en appelant tous les personnels de l'Education nationale à une grève nationale et à une manifestation centrale à Paris.

Dans le SNES

SNES : manifestation nationale le 21 mars à Paris. La CA nationale du SNES a décidé d'appeler les enseignants des collèges et lycées à une manifestation nationale le mercredi 21 mars.

SNES-académie de Montpellier. La commission administrative en appelle à l'opinion publique et aux personnels pour qu'ils prennent la mesure des dangers auxquels est exposé le service public à travers les dernières propositions Savary, et à se mobiliser pour les mettre en échec. Elle demande à la FEN d'intervenir au sein du CNAL pour relancer l'action sous la forme d'une manifestation nationale. (...)

On pourrait encore citer bien d'autres prises de position, comme celle de 500 enseignants et parents d'élèves de Bordeaux, des militants du CDAL de la ville de Mayenne, de la section SNES du lycée Soult de Mazamet, des sections SNES ET SNI du collège Jean-Rostand de Biarritz, de six organisations (SNI, SNES, Associations femmes de la vallée, FCPE, PS, LCR) de Barentin (76), du congrès du syndicat FEN des enseignants de LEP, etc.

Manifestation pour l'école privée à Rennes : les évêques et la droite sont dans la rue.



Le 18 mars à Ivry

Le CNAL doit décider la montée sur Paris

Quand Michel Boucha-reissas, au soir même de la manifestation de Lille, intervenait à Europe 1, se doutait-il que Jospin, puis Mitterrand, allaient dans la semaine faire tomber leur verdict : pas de projet de loi qui n'ait l'approbation de la hiérarchie catholique ?

Le secrétaire général du CNAL, en effet, avait choisi le ton de la modération ; il dénonçait le piège de la guerre civile tendu par la droite et écartait la perspective d'une surenchère laïque dans la rue.

S'il est un piège, ce serait

de baisser d'un ton quand la droite élève le sien, et de lier les décisions des organisations laïques à celles d'un gouvernement qui capitule sur toute la ligne.

Car la maigre branche à laquelle le CNAL raccrochait ses dernières illusions est maintenant coupée : la session parlementaire du printemps n'adoptera aucune disposition législative, fût-elle minime, qui n'ait reçu l'imprimatur de l'Eglise.

Pendant vingt-trois ans, la droite a légiféré pour l'école privée ; elle interdit maintenant au PS et au PC

de faire la loi pour l'école laïque ; et Mitterrand cède à ses injonctions ! Si le CNAL ne réaffirme pas dans la rue la majorité issue des urnes du 10 mai, qui le fera ?

La réunion nationale des délégués du CNAL, à Evry, le 18 mars, peut encore servir à lancer une grande manifestation nationale des laïques à Paris. A défaut, elle apparaît comme une cérémonie d'enterrement du combat laïc.

Le 18 mars, à Evry, il faut relever le défi !

N. J.



CHIFFRES

1 359

Il y a eu 930 000 accidents du travail en 1982. 96 848 ont entraîné une incapacité permanente et 1 359 la mort. 2 800 accidents du travail environ par jour. 280 travailleurs invalides à vie et quatre morts quotidiennement, en moyenne : ce sont les fruits du profit, de la liberté d'entreprendre.

C'est le prix d'une liberté interdite aux travailleurs : celle de contrôler eux-mêmes leurs conditions de travail, d'hygiène et de sécurité, avec droit de veto et de suspension immédiate des installations qui menacent leur droit de vivre.

13 milliards

Treize milliards de francs, tel est le chiffre des économies réalisées, en 1983, sur l'ensemble du système de Sécurité sociale. Dont six milliards sur les retraites, cinq milliards sur les prestations familiales, deux milliards sur le forfait hospitalier.

Compte tenu de la progression du nombre des sans-emploi, comment faire de « nouvelles économies » en 1984 et 1985, se demandent les « experts » ? Réponses bientôt officielles : retarder l'amélioration de certains remboursements (dents, surdité, vue), rogner encore sur les retraites, augmentation du forfait hospitalier.

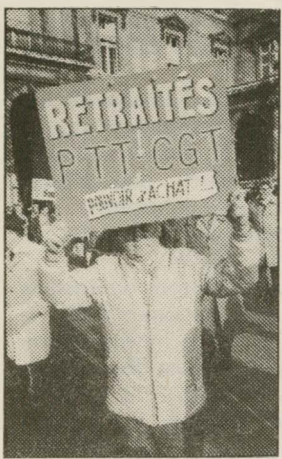
0,65F

Actuellement, la taxe de base pour les communications téléphoniques s'élève à 60 centimes. Le projet de l'administration des PTT est de la faire passer à 65 centimes à la date du 1^{er} mai.

D'autres aménagements de tarifs l'accompagnent, dont le résultat est une hausse de 8,3 % sur l'année. Alors que Delors annonce une hausse des prix limitée à 5 %...

14,8%

En 1983, tous soldes faits, le « taux d'épargne des Français » est revenu de 15,5 % à 14,8 % du « revenu disponible ». En 1984, on prévoit qu'il baissera encore. Rappelons que pour cela tout le monde n'est pas à égalité : 1983 est une année record pour la progression des émissions d'actions et d'obligations. Les riches placent leurs capitaux ; les salariés épargnent moins.



DROITE

La santé pour les européennes?

L'unité de l'opposition pour les élections européennes ne peut masquer ses problèmes non résolus : le choix d'un chef, l'alliance avec l'extrême droite, le programme pour la reconquête, entre autres.

La liste unique aux européennes donne-t-elle la santé à la droite ? Voire... La galerie des portraits est variée : Lecanuet sourit beaucoup moins que Veil, Léo-tard a démissionné du bureau de l'UDF, Chirac se frotte les mains, tandis que Giscard tourne en rond dans les couloirs de son château, hargneux. Solitaire, Barre joue les rabat-joie dans ses meetings : « Pour 1986 [les législatives. NDLR], les poires ne sont pas cuites. »

Si les leaders tirent des bobines diverses, comment les troupes se portent-elles ? L'UDF est malade. Le RPR se porte mieux. Un simple début d'hémorragie de ses membres s'est déclaré — encore bénin — vers le Front national.

Pour certains, c'est l'impatience : la revanche ne vient pas assez vite ! D'autres, moins nombreux, font la grimace. Ils n'apprécient guère l'ombre de Le Pen, qui surveille de son donjon les évolutions de la droite.

« Certains stratégies de l'opposition », écrit Bruno Berthez, directeur de la Vie française, par faiblesse intellectuelle et par facilité politique, jouent l'alliance contre nature avec l'extrême droite pour gagner quelques milliers de voix. » Tiens

donc ! Le point de vue d'un hebdomadaire financier qui compte des Citroën-Michelin parmi ses actionnaires vaut, au moins, son pesant de cacahuètes. Mais Barre reçoit officiellement Le Pen, Chirac se félicite du report intégral des voix du Front national sur les listes du RPR à Draguignan, à La Seyne et ailleurs. Ce sont bien les leaders, et non « certains stratégies de l'opposition » qui s'allient à l'extrême droite. Et Veil, quoi

qu'elle en dise, n'a qu'à bien se tenir.

Mais que craignent les actionnaires de la Vie française ? Les risques de la stratégie de la liste unique ! Le gonflement du Front national réduirait celle-ci à 48 % des voix environ. L'addition avec les troupes de Le Pen, pour être majoritaire, repousserait au centre dit « de gauche » une partie des électeurs de l'opposition. Mitterrand pourrait en profiter pour nouer de nouvelles alliances. Les partis de droite à l'écart du « pouvoir politique » en seraient pour leurs frais.

Ces craintes s'ajoutent à la méfiance du capital vis-à-vis de ses hommes politiques. Quel programme serait capable d'appliquer l'opposition redevenue majoritaire ? « Aucun, elle n'en a pas », commente-t-on

souvent dans les états-majors patronaux.

Les coups de chapeau d'un Chirac à Thatcher ou à Kohl n'éliminent pas le problème. En Angleterre ou en Allemagne, la bourgeoisie a son parti unique, conservateur ou chrétien démocrate. La vie y est plus simple qu'en France ! Quant à la solution Reagan, Barre ne se prive jamais de rappeler à Chirac, qui s'en réclame, qu'elle n'est guère applicable en France. Le Franc n'est pas le Dollar.

Tous ces doutes accumulés expliquent la prudence des paris des leaders de la droite et du patronat, quant aux prochaines échéances électorales.

Comme la mesure de leurs déclarations durant la grève des camionneurs !

La liste unique, appuyée par le RPR — l'UDF étant trop occupée à boucher ses fissures — promet un discours béton de l'opposition durant la campagne des européennes. Veil et Chirac seront au devant de la scène, Barre et Giscard, en pension, dans les coulisses.

Mais le spectacle ne pourra effacer la réalité. C'est la politique de la gauche qui donne des forces à la droite. Cela masque ses problèmes. Sans les résoudre. La victoire « colossale » de l'opposition aux municipales partielles a toujours des pieds d'argiles.

Michel Morel

ELECTIONS PARTIELLES

La politique du gouvernement n'est pas payante

L'hécatombe des élections partielles se poursuit. La gauche vient de perdre les municipalités de Draguignan et de La Seyne-sur-Mer.

Sans inverser les grandes tendances qui voient aujourd'hui la droite profiter des capitulations gouvernementales, ces résultats diffèrent cependant des précédentes élections municipales partielles, marquées par une forte abstention ouvrière.

Deux événements particuliers sont en effet venus corriger les données : l'attentat fasciste contre Soldani à Draguignan et la mobilisation des travailleurs aux Chantiers navals de La Seyne.

Il est évident que ces deux éléments ont permis une meilleure mobilisation de l'électorat de gauche, une baisse des abstentions et une bipolarisation politique accentuée. Globalement, les partis de gauche connaissent un recul inférieur à la règle générale, surtout le PC qui ne perd que cinquante-sept voix à La Seyne. La relative faiblesse du phénomène abstentionniste de gauche peut s'expliquer à Draguignan par l'émotion créée par l'attentat. A La Seyne, par contre, le rôle impor-

tant joué par les militants du PC, à la tête de la lutte des chantiers navals, fait que les travailleurs n'ont pas l'impression d'avoir été lâchés par le PC, en tout cas sur le plan local.

Il n'en reste pas moins que la droite a quand même gagné les élections dans ces deux villes. L'analyse du scrutin par bureau de vote indique que la droite et l'extrême droite ont gagné des voix dans les couches moyennes et chez les militaires (un tiers de la population à Draguignan) qui avaient voté pour la gauche en 1981. L'évolution sociale de la population ces dernières années n'est pas neutre non plus. La proportion de travailleurs diminue devant l'afflux de retraités — couches moyennes, professions libérales — venus passer leurs vieux jours au soleil.

Mais toutes ces explications n'effacent pas un constat brut : même sur le plan électoral, la politique du gouvernement n'est pas payante.

Raphaël Duffleaux



Barre, Léo-tard et Gaudin lors de la fête de la liberté de l'UDF. Leur parti est occupé à boucher ses fissures. En haut, Barre. Il joue les rabat-joie dans ses meetings.

LE MOUVEMENT DES CAMIONNEURS

Le révélateur

Le récent blocage des axes routiers a réfracté les données profondes de la situation. Il a également fait apparaître l'impuissance des directions ouvrières traditionnelles à répondre correctement à ce type de conflit.

Sympas ou pas, les routiers ont, une semaine durant, tenu la vedette. Voilà de quoi réfléchir : ce mouvement constitue un prisme où viennent se réfracter, non sans jeux d'ombres et illusions diverses, les données profondes de la situation. Comme le notait, fort judicieusement, le journal patronal *les Echos* : « Il s'agit d'un événement politique très important par les failles et les tensions internes de la société qu'il révèle. »

Certaines catégories appartenant aux couches petites-bourgeoises connaissent, de façon encore limitée, la tentation de l'action directe et violente. Tentation qui traduit le mécontentement, parfois l'exaspération, d'une partie de ces couches confrontées directement à la crise. Face à un gouvernement qu'elles perçoivent à la fois comme désireux de favoriser les travailleurs et veul devant leurs « coups de gueule », ces catégories entrent d'autant plus facilement en action.

Une sérieuse épreuve

Il est clair que, pour une partie des camionneurs, celle qui fut la plus déterminée et la plus excessive, ce fut une véritable explosion de rage. L'exaspération par rapport aux tracasseries administratives et aux retards subis à la frontière italienne a servi de détonateur au mécontentement accumulé parmi les petits patrons de ce secteur.

Cette explosion, et la radicalisation dont elle témoigne dans la vie politique française, a constitué une sérieuse épreuve pour le gouvernement. La seconde, à quelques semaines d'intervalle, après Talbot. La mise en parallèle de ses réactions dans les deux cas est instructive.

Deux méthodes bien différentes. A Talbot, il s'agissait pour lui d'imposer, quelles que soient les réactions ouvrières, les licenciements. Face aux camionneurs, il lui fallait trouver la voie de la négociation et dénouer la crise au moyen de concessions pas trop coûteuses, ni économiquement, ni politiquement. Démonstration de fermeté dans le premier cas, aptitude au compromis dans le second : deux « succès », pour une bien mauvaise politique !

Car dans l'un et l'autre cas, cela revient à tourner le dos à ce que devrait être véritablement une politique ouvrière. Au regard des exigences d'une catégorie comme celle des camionneurs, traversée de profondes divisions et contradictions, la politique menée a été une politique à courte vue.

Un double danger

Malgré les diatribes dont Fiterman est l'objet, il est le ministre des Transports qui s'est le plus préoccupé des transporteurs routiers. Au point d'avoir accordé, l'an passé, mille licences de transport supplémentaires. Le grand patronat lui reprochera de « caresser dans le sens du poil » les petits patrons. Cette « base » à laquelle Fiterman a effectivement fait des concessions, lors des négociations, pour obtenir la levée des barrages, tandis qu'il ajournait les réponses aux revendications, autrement plus substantielles, de la FNTR et de l'UNOSTRA.

De même que les licences supplémentaires d'hier ne font qu'aggraver les problèmes d'aujourd'hui, les concessions actuelles ne permettront pas de répondre aux problè-

mes de fond rencontrés par les artisans de la route qui subissent le poids de l'endettement, la course au frêt et l'écrasement des grandes entreprises.

Face à une mobilisation de ce type, les travailleurs sont confrontés, dans leur réaction, à un double danger. Le premier serait,



Les transporteurs routiers barrant l'accès au tunnel du Mont-Blanc.

parce que certaines des revendications sont effectivement légitimes, de s'engager dans une dynamique protestataire, visant à affirmer un « front des mécontents ». Une telle attitude, en effet, conduirait à effacer les lignes de classe qui partagent cette corporation, au lieu de les accentuer.

Le second serait, à l'inverse, de s'aligner sur le gouvernement pour faire face à une offensive comprise comme poujadiste et réactionnaire. Certes, les méthodes de la rage corporatiste ne sont pas celles des ouvriers. Mais mieux vaut être conscient que les élans lyriques du gouvernement en défense de la « circulation » ont toutes chances, demain, de nourrir des attaques contre les travailleurs. Delors n'a d'ailleurs pas tardé à dénoncer les « corporatismes » et à expliquer que « la liberté de revendiquer s'arrête là où commence celle des autres » !

Par contre, ce qui est nécessaire, c'est que les travailleurs jettent dans la balance le poids de leur propre mobilisation, fassent entendre leurs propres revendications et défendent leurs réponses à eux face à la crise. Le plus inquiétant dans l'affaire est le mutisme dont s'est trouvé frappé, dans ces circonstances, le mouvement syndical, qui semblait avoir « oublié » ce que pouvaient être les revendications des routiers salariés...

C'est seulement dans ces conditions — celles d'une affirmation vigoureuse des positions de classe des travailleurs — que pourront être jetées les bases d'une possible alliance avec une partie de ces couches et mises en déroute les velléités anti-ouvrières des éléments réactionnaires de ces corporations.

Francis Sitel

Pour une société nationale de transports terrestres

Le transport est un poumon de l'économie et il est déterminant pour l'aménagement du territoire. Les gaspillages qu'entraîne la politique du profit montrent qu'il est urgent de soustraire ce secteur aussi à la domination des grands intérêts capitalistes. De plus, comme secteur stratégique où prolifèrent les « petits patrons », il peut être une base d'agitation pour la réaction. C'est dire qu'un gouvernement vraiment soucieux de l'intérêt du plus grand nombre devrait créer une société nationale du transport terrestre.

Le transport routier concerne trente mille entreprises. 37 % d'entre elles n'emploient aucun salarié ; 46 % ont entre un et neuf salariés ; une entreprise sur deux n'exploite qu'un camion. Il reste qu'avec 130 000 camions de plus de trois tonnes de charge utile, la profession assure 55 % du trafic marchandises exprimé en tonne/kilomètre. Ainsi, 1 400 millions de tonnes sont en moyenne annuelle chargés sur camion, plus de 80 % du tonnage transporté l'étant sur le sol français.

Il convient donc, dans ce secteur, de mettre en œuvre une réglementation

sérieuse, et d'en finir avec la surexploitation des salariés. Cela passe d'abord par le relèvement des salaires et l'interdiction de la chasse aux primes qui poussent les chauffeurs à rouler le plus longtemps et le plus vite possible. Cela passe également par la réduction du temps de travail hebdomadaire, de l'amplitude des journées et la limitation du travail de nuit, afin de diminuer le taux de risque.

Voilà des leviers efficaces pour briser les manœuvres réactionnaires. C'est pourquoi un gouvernement voulant réellement changer les choses dans le transport devrait :

- accorder une priorité d'embauche aux salariés du secteur qui voudraient rejoindre immédiatement la société nationale ou d'autres entreprises nationalisées ayant besoin de leur qualification ;
- nationaliser toutes les entreprises de plus de cinquante salariés ;
- proposer aux petits patrons ou artisans d'intégrer la société nationale (avec le bénéfice du statut et une indemnisation pour leur matériel), ou bien des contrats par lesquels ils travailleraient pour la société nationale, contrats leur garantissant une charge de travail régulière.

De partout des initiatives



Les rassemblements, débats, animations diverses prévus témoignent de la volonté des féministes d'affirmer leur présence et leurs revendications le 8 Mars. Souvent des initiatives unitaires marquent l'aspiration à dépasser l'éclatement actuel du mouvement des femmes.

Bordeaux

A l'initiative des groupes femmes, le collectif Femmes contre la crise, qui rassemble les groupes femmes, l'ASTI, le CIDE, le comité SCOP et le MFPF appellent à une réunion-débat avec projection de film sur « les Femmes et l'emploi », le 8 Mars, à 20h 30, à l'Athénée, place Puy-Paulin.

La question de l'emploi des femmes est d'une actualité d'autant plus aiguë dans la ville que l'un des grands magasins, Parunis, est en train de fermer, mettant un nombre important de travailleuses au chômage. La solution qui leur est proposée, de la part des Nouvelles Galeries, en accord semble-t-il avec les pouvoirs publics, est d'être réembauchées aux Nouvelles Galeries à temps partiel, à condition qu'elles abandonnent leurs indemnités de licenciement ! Les groupes femmes ont apporté leur soutien aux travailleuses de Parunis et les ont invitées à venir témoigner le soir du 8 Mars.

Le collectif Femmes contre la crise appelle à participer au rassemblement des femmes des grands magasins qui est prévu le 8 Mars à l'initiative de la CGT.

Toulouse

Plusieurs initiatives sont prévues dans la semaine : une nuit « Cinéma de femmes » au Cratère, une table ronde à la radio sur le 8 Mars, une conférence de presse autour d'une femme suisse du dispensaire de Genève, une conférence débat sur « l'Europe et les femmes », et « la natalité ».

Le 8 Mars, un rassemblement aura lieu à partir de 16 heures, place du Capitole, avec animation, stand, etc..., le soir, une fête de femmes, au Rétro.

Toutes ces initiatives sont appelées par un tract commun d'une assemblée du MLF non-déposé qui a regroupé plusieurs groupes de femmes et associations féministes, des femmes du MFPF, du PS, du PSU et de

la LCR. Le tract engage les femmes à se battre pour leur indépendance, pour leur droit au travail, actuellement menacé et contre toute mesure nataliste.

Par ailleurs, le soir du 8 Mars, à la MJC Roguet, la CFDT avec le MFPF et la CSF appellent à une réunion-débat sur l'égalité professionnelle, suivi d'une fête.

Marseille

Le 8 Mars, une journée de débats, avec animation culturelle, expositions, etc., est organisée à partir de 11 heures à la Maison de la culture du cours Julien, dans le VI^e arrondissement, à l'initiative des mouvements suivants : MFPF, GRAIF, CODIF, FLORA, UFCS, AFMA (Association des femmes maghrébines), le Groupe femmes de la Plaine, Jeunes Femmes, les Familles monoparentales, les Petites commerçantes, Travailleuses indépendantes et artisans, les Femmes taxis, et les Femmes comédiennes, soutenus par la FEN, le SNI, le PS, le PSU et la LCR. Dans la journée auront lieu plusieurs forums, notamment sur les problèmes des femmes maghrébines de la deuxième génération, les femmes, la politique et le pouvoir, le droit au travail et les équipements collectifs, l'éducation, etc.

Toutes ces organisations appellent à un rassemblement à 17 heures sur le Vieux-Port. En même temps, une délégation demandera à être reçue par la municipalité.

Montpellier

De 18 h30 à 23 heures, le 8 Mars, le MFPF avec la CFDT appellent à une assemblée-débat avec projection de films sur deux thèmes : « Face à la crise é-

conomique, comment défendre les droits des femmes au travail ? » et « la Propagande nataliste est-elle contradictoire avec les droits des femmes à disposer de leur corps ? ». Cette réunion aura lieu à la Bourse du travail, salle Jean-Jaurès.

Grenoble

Le Mouvement des femmes participe aux journées du ministère des Droits de la Femme qui se tiendront sur le thème : « les Femmes et la création ».

Le jour du 8 Mars, des débats avec projection de films vidéo seront organisés par plusieurs associations et groupes à la Maison des femmes.

Il faut noter qu'à Grenoble, l'UD-CGT appelle le jour du 8 Mars à une manifestation interprofessionnelle sur les salaires, l'emploi et la reconquête du marché intérieur. Que devient le 8 Mars, journée internationale des femmes, pour la CGT ? Le *Dauphiné libéré* du 21 février indique : « La CGT entend lui donner toute sa place dans la mobilisation générale en invitant les femmes à y insérer leurs revendications ». Une manière d'essayer de noyer le problème.

Lyon

Les groupes femmes d'entreprises, des femmes syndicalistes, des femmes du Mouvement et « Radio Bigoudis » appellent à un rassemblement à 17 h 30, rue de la République, devant le Progrès, le 8 Mars. Le soir, elles organisent au CEP, rue Saint-Georges, trois forums débats : « l'Emploi », « Communication et médias », « le Racisme ».

Nantes

Plusieurs organisations et associations, dont la Maison

LE 8 MARS

Les femmes seront dans la rue

8 Mars, journée internationale de solidarité avec les luttes des femmes.

8 Mars face à la politique de Mitterrand, qui tourne le dos à celles qui l'ont porté au pouvoir au moment où le patronat systématise ses attaques.

8 Mars à la veille du vote d'un projet de loi sur « le temps choisi », complété par le « plan famille » pour réaliser le renvoi partiel des femmes à la maison.

8 Mars pour lequel les syndicats et partis de gauche semblent s'être donné le mot pour ne rien faire de marquant à l'inverse des années précédentes.

8 Mars où nous ferons cependant tout pour affirmer les exigences des femmes, que ce soit dans

les initiatives prises de ci de là où, si elle a lieu ce jour-là, dans la mobilisation de la fonction publique.

8 Mars où les revendications du droit à l'emploi, du droit des femmes à disposer librement de leur corps, seront présentes.

8 Mars où nous dirons aussi fort que possible que la lutte pour l'indépendance des femmes ne peut que renforcer la mobilisation générale des travailleurs.

8 Mars bradé par la plupart des directions du mouvement ouvrier. Mais 8 Mars où les militants et militantes feront tout pour soutenir les initiatives du mouvement des femmes et pour préparer les mobilisations indispensables.

A. T.

PARIS

**Rassemblement
le jeudi 8 mars
à 18 h 30
place Saint-Germain**

A l'appel des collectifs du Mouvement de libération des femmes non-déposé (Coordination des groupes femmes, GRIEFS, Collectif féministe contre le sexisme, Nanass radioteuses), du Mouvement français pour le planning familial, du mouvement Jeunes Femmes, du Groupe Clara Zetkin, du Comité iranien provisoire pour la célébration de la journée internationale de la femme, de l'Association des femmes immigrées maghrébines les Yeux ouverts.

des femmes, le MFPF, le collectif Femmes alternatives, les Cahiers du Féminisme, organisent en commun le 10 mars à partir de 15 heures au centre social de la Bottière un forum-débat sur les thèmes : les femmes et la crise, l'emploi, la solidarité internationale. Elles ont lancé de larges in-

vitations aux commissions femmes des syndicats, des partis de gauche et aux militantes des comités de solidarité internationale.

Le 8 Mars, elles tiendront ensemble une conférence de presse sur les thèmes abordés.

**Correspondantes
Mise en forme
Sonia Folloni**

Vient de paraître



INTERVIEW DE RAYMOND DIMO, SECRETAIRE GENERAL DES SYNDICATS CGT DES CHANTIERS NAVALS DE LA SEYNE

« Se mettre en mouvement »

Contrôler l'usage des fonds publics versés aux Chantiers Nord-Méditerranée, nationaliser l'entreprise sans indemnités, sont parmi les solutions indispensables au maintien de l'emploi et du potentiel de production dans la navale, pour la CGT de La Seyne.

Les résultats du second tour des municipales — sous réserve de validation par le tribunal — sont un coup dur pour les travailleurs des chantiers de La Seyne. Dimanche soir, deux mille personnes étaient réunies à la Bourse du travail, certaines pleuraient. « On a perdu la cause de Paris. » La réflexion était courante. « Tant qu'ils ne se décideront pas, là-haut, à faire une politique de gauche, on aura ces résultats-là », concluaient de nombreux travailleurs des chantiers présents dans la salle.

Plus que jamais, la mobilisation pour mettre en échec les plans de restructuration de la navale est décisive. Jeudi 1^{er} mars se tiendront de nouvelles rencontres syndicats-patrons-pouvoirs publics. A Dunkerque (l'un des trois sites des CNM avec La Ciotat et La Seyne), sept mille personnes manifestaient mercredi 22 février, dans l'unité, à l'appel de la CGT, la CFTD, FO, la FEN, la CGC. De nombreux commerçants avaient fermé boutique. A La Seyne, comme à Toulon, le projet de loi

« Voir plus clair dans les comptes de l'entreprise... »

de nationalisation des chantiers est actuellement signé par la population.

L'interview qui suit a été réalisée avant les résultats des élections.

● Faut-il encore construire des navires ?

Ni licenciements, ni stages parkings, disons-nous à la CGT. Et c'est possible. Nous avons des études sérieuses. Nos camarades marins nous disent : « Il faut entre 70 et 75 navires pour la marine marchande, de tous types. » Cela donnerait déjà pas mal de commandes pour les chantiers. Le Conseil supérieur de la marine marchande chiffre à vingt ou vingt-cinq le nombre de bateaux nécessaires, par an, pour répondre à la demande. Notre conclusion, c'est qu'il faut piocher sérieusement de ce côté-là.

● Pour quelles raisons exigez-vous le contrôle des comptes des chantiers ?

Voir plus clair dans les comptes de l'entreprise est à

l'évidence une question très très importante. Des choses bizarres se sont produites. Un fait précis par exemple : le Fairsky, paquebot que nous sommes en train de construire, avait été mis en chantier au départ pour 2 200 000 heures. Nous en sommes actuellement à 4 millions d'heures travaillées. Qu'est-ce qui s'est passé ? Un tas de paramètres sont certainement intervenus, mais nous n'excluons pas pour notre part qu'il y ait des malversations volontaires.

Il faut ôter des mains des possédants la possibilité de manipuler sans arrêt les finances d'une entreprise. Des procédés incorrects sont utilisés, nous en sommes convaincus.

● Que pensez-vous des « congés de reconversion » discutés au Conseil des ministres du 9 février ?

La CGT a toujours exigé du patronat la possibilité pour les travailleurs de suivre l'évolution des techniques. De ce point de vue, on ne nous a jamais suivis.

Quand on nous propose aujourd'hui des congés de reconversion, on est tout net : cela n'a rien à voir avec l'évolution de la construction navale. Ces « congés », croyons-nous savoir, serviraient à reconverter des travailleurs dans l'électricité ménagère, des emplois de frigoristes... Nous estimons que ce n'est pas sérieux du tout. Cela ne peut absolument pas répondre à ce que



Raymond Dimo, au micro, lors d'une intervention devant les travailleurs des chantiers.

nous exigeons, nous, depuis des années.

● Mauroy déclarait récemment : « Les travailleurs ont leurs amis au gouvernement. » Qu'en pensez-vous ?

Et bien... Moi, je pense tout simplement... (sourires) qu'il faut faire concorder les propos et les actes. Je le dis très sereinement : les travailleurs, pour l'essentiel, ont voté

« La nationalisation : un moyen de populariser et de faire prendre en charge nos problèmes. »

pour mettre la gauche au gouvernement. La CGT s'est engagée à battre la droite, sans demi-mesure. Mais la politique qui est en train de se faire ne correspond pas aux engagements de mai 1981.

Alors « les amis au gouvernement » ? Oui. Je préfère avoir la gauche au pouvoir que la droite. Je sais ce qu'elle m'a valu pen-

dant un quart de siècle. Mais je sais aussi, même avec mes amis au gouvernement, que les travailleurs doivent avoir la force de frappe nécessaire. Leur intervention doit être massive. Ils doivent se mettre en mouvement, pour faire aller les choses dans le bon sens. Sinon, il n'y aura pas de changement. Nous irons systématiquement vers la poursuite d'une politique pour laquelle nous n'avons pas, mais alors pas du tout, voté en mai 1981. Là-dessus, on est clair, « carrés comme des culs » comme on dit chez nous.

● La CGT de La Seyne a rédigé un projet de loi de nationalisation de la navale. 95 % des travailleurs du chantier l'ont voté, l'intersyndicale l'a adopté. Pourquoi la nationalisation ?

Il y a au moins trois raisons essentielles. D'abord, l'Etat subventionne de façon très importante la navale, les fonds publics interviennent massivement dans la gestion de l'entreprise. Cette gestion, ensuite, nous paraît entachée d'irrégularités. Il vaut mieux donc, dans ce cas,

faire appel au public, avec des hommes propres, sous contrôle des syndicats et du comité d'entreprise. La moitié de la navale, enfin, est déjà nationalisée [Alstom Atlantique, Saint-Nazaire et Dubigeon Nantes. NDLR]. Pourquoi donc ne pas la nationaliser tout entière ?

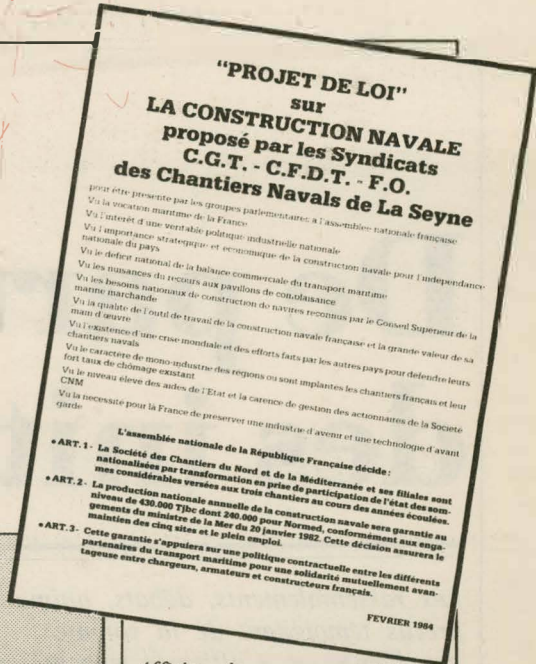
● Dans votre projet de loi, vous voulez transformer les aides de l'Etat en prise de participation majoritaire. Cela signifie-t-il nationaliser sans indemniser ?

Oui, absolument. Il n'est pas question d'aller voir les actionnaires et de leur dire : voilà, voyez-vous, etc. Le chantier de La Seyne a d'ailleurs été cédé en 1978 pour un franc symbolique. Je ne vois donc pas ce qu'on pourrait re-céder aujourd'hui aux actionnaires. A part le franc symbolique, s'ils le veulent. On le partagera en quatre ou en cinq, ça leur fera vingt centimes chacun. S'ils en veulent, ça on pourra le faire.

● Pour vous, revendiquer la nationalisation, c'est un moyen d'action immédiat ou de la propagande à long terme ?

Tu poses la bonne question. C'est pour nous un moyen de populariser nos problèmes, et de les faire prendre en compte par ceux que nous avons mis en place. On a dit que nous mettions la barre très haut avec ce projet de nationalisation. Oui, on l'a mise haute. Il y a des députés, et nous allons les

Nous publierons la semaine prochaine la suite de l'interview du secrétaire de la CGT des chantiers de La Seyne.



Affiche du projet de loi de nationalisation, collée sur les murs de La Seyne.

saisir. Tous les présidents de groupes parlementaires de gauche en ont d'ailleurs été déjà largement informés. Les travailleurs ont adopté ce projet de loi. Pour donner un prolongement, nous allons peut-être

« Entre les travailleurs des chantiers et la CGT, c'est comme un mariage d'amour. »

le faire signer par la population seynoise, la population toulonnaise. Afin qu'il y ait un véritable débat.

● La CGT des chantiers se maintient autour de 85 % dans les votes aux élections professionnelles. Comment expliquez-vous ce succès ?

Alors là, écoute (rires), je vais te répondre par une phrase très lapidaire : entre les travailleurs des chantiers et la CGT, c'est comme un mariage d'amour. Notre organisation syndicale CGT, issue de la tripe même des travailleurs, réagit avec eux et pour eux. Je le dis à tous les journaux qui viennent nous voir : ici, il n'y a pas de permanent à la CGT. Je ne dis pas

« Les congés de reconversion n'ont rien à voir avec l'évolution de la construction navale. »

que ce soit l'essentiel, mais c'est peut-être un élément déterminant. Que l'on me comprenne bien : je suis pour les permanents dans les UD, les fédés, etc ! Mais ici dans les chantiers, il n'y en a pas. Je bosse tous les jours, et j'en suis fier. Mes camarades du syndicat en font autant. A partir du moment où les militants vivent les mêmes problèmes que tous les prolos, quand on est heureux quand on est malheureux, on est malheureux ensemble. C'est des copains. Et c'est La Seyne. Et puis... c'est comme ça.

Il y a aussi, évidemment, la lutte conduite par la CGT. Elle n'est pas si mauvaise que ça, n'est-ce pas ?

Propos recueillis par nos correspondants

Assemblée générale, le 17 janvier 1984.



MINEURS

A Paris, pour l'emploi

Après la marche de la navale le 24 janvier, les mineurs, à leur tour, viennent à Paris demander des comptes, exiger la suppression des plans de licenciements.

Dans les Houillères du Nord, mercredi 29, deux jours avant la marche, la population se mobilise. Les listes d'inscriptions pour monter dans la capitale en autobus se remplissent. Les mineurs viennent directement prendre leurs billets dans les mairies de gauche, où le PCF est majoritaire. « Cent cars pleins sont déjà recensés, deux cents devraient l'être pour vendredi », estime la CGT.

Les retraités, les mineurs en retraite anticipée, là où les puits ont déjà été fermés, sont venus s'inscrire les premiers. Dans une région où toutes les branches d'activité

sont touchées par des licenciements massifs, personne ne croit aux stages de reconversion « bidon ». « Qui donc viendrait ici ouvrir de nouvelles usines, et créer des emplois en nombre suffisant ? » La question paraît condamnée à rester sans réponse.

La grève de quarante-huit heures, les 20 et 21 février, a été suivie massivement. On comptait le plus souvent 80 à 90 % de grévistes. La participation s'est même accrue d'un jour à l'autre. La reprise du travail le 22 a fait l'effet d'un coup d'arrêt. La question « pourquoi ne pas continuer ? » était sur bien

des lèvres. « Nous avons poussé à la grève générale, explique Roger Pruvost, responsable régional de la CFDT, nous nous sommes inscrits dans la grève de quarante-huit heures, tout en expliquant que cela ne devait pas s'arrêter là. »

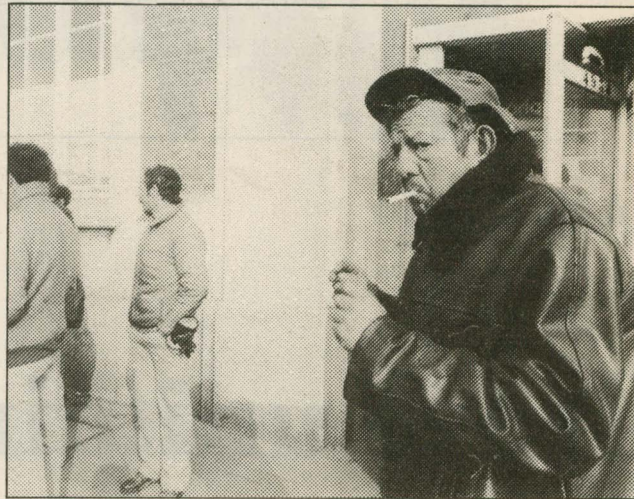
La question de l'après 2 mars

« Notre proposition aujourd'hui, poursuit le responsable CFDT, c'est de continuer l'action après le 2, dans les bassins par une grève illimitée, reconductible. »

Pour la CGT, rien n'est encore décidé. L'intersyndicale se réunira après la marche, et décidera de la poursuite de l'action. « Nous sommes convaincus, remarque Roger Pruvost, que l'action ne peut pas s'arrêter là. Certes, on ne peut parler d'une poussée massive à la base pour continuer après le 2 mars, mais il est évident

que les mineurs attendent des propositions sérieuses. C'est pourquoi nous proposons la grève reconductible. »

« On ne veut pas monter à Paris faire une ballade de santé, puis revenir chez nous et reprendre le travail sans perspective. » A Carmaux, bassin du Centre-Midi, les mineurs se posent aussi la question : « Le 2 mars, oui, mais après ? » Après avoir proposé la poursuite de l'action mercredi 22, approuvée à 80 % par l'assemblée générale, la CGT décidait la reprise du travail mercredi midi, « pour ne pas briser l'unité d'action avec FO ». Ce retournement n'a pas facilité la mobilisation pour monter à Paris. Cinq wagons SNCF devraient être remplis. Mais l'organisation de la marche n'a commencé qu'en début de semaine, lundi 27.



Vendredi 2 mars, les gueules noires, venus du Nord, de Lorraine, du Centre-Midi, se retrouveront ensemble place de la République. Ils manifesteront jusqu'au siège des Charbon-

nages de France. Mais la mobilisation, dans les bassins houillers, dépend déjà de la réponse à une question. « Que ferons-nous après le 2 mars ? »

Michel Morel

FONCTIONNAIRES

«Sacrifices» ou grève nationale unitaire

Les fédérations de fonctionnaires étaient « dans l'attente de la réunion du 29 février ». Elles se réservent la possibilité d'une « journée de grève », que la direction de la CFDT refuse par avance.

Une prime de 400 à 500 francs peut-elle régler le sort des 4,5 millions de personnes qui dépendent — sans compter les 2,5 millions de retraités ! — des négociations de la fonction publique ? Evidemment non : elle n'« apure » en rien les comptes pour 1982-1983 comme devrait le faire la « clause » dite « de sauvegarde ».

En fait, depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a sans doute baissé, en moyenne, de 2 % (-2,9 % pour la catégorie A, la plus élevée; -2,2 % pour la catégorie B; -1,6 pour la catégorie C et +0,5 pour la catégorie D, qui représente 6 % des effectifs). Pour connaître la perte réellement subie, il faut en additionner, mois par mois, le coût.

Il est certes variable selon les catégories, mais les trois quarts des salaires sont au-dessous de la barre des 7 000 francs et le haut de la grille ne dépasse pas 1,8 million. Les pertes réelles, en supposant que le

retard des salaires soit le même, mois par mois, durant l'année 1982 puis pour l'année 1983 (voir tableau ci-dessous), s'étagent entre 8 300 francs pour un cadre A au sommet de la grille et 1 600 francs pour des agents de catégorie C. Une « prime » de 500 francs est très loin d'une véritable indexation...

On est d'autant plus loin quand on additionne aussi les pertes dues au 1 % supplémentaire pour la Sécurité

sociale ou pour l'UNEDIC...

La seule question devrait être, pour les directions syndicales, de définir les moyens de changer ça. Elle est posée avec acuité après le 16 février qui a vu une mobilisation équivalente à celles de 1976 à 1977.

Mais les directions des fédérations de fonctionnaires se sont contentées de laisser courir le bruit d'une « journée » autour du 8 Mars, « en fonction des résultats de la rencontre du 29 février » avec Le Pors. Rien ne garantit que cela soit une vraie grève nationale unitaire. Et, surtout, rien ne laisse présager que cela soit un élément d'un plan de mobilisation visant une réelle défense des fonctionnaires.

Arthur Carré

	EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT EN %				
	ensemble	A	B	C	D
1971	+ 2,8	+ 1,9	+ 2,2	+ 4,0	+ 3,6
1972	+ 1,8	+ 0,8	+ 1,3	+ 2,6	+ 2,0
1973	+ 2,7	+ 2,0	+ 3,1	+ 3,1	+ 2,7
1974	+ 2,0	+ 1,0	+ 2,2	+ 2,6	+ 2,5
1975	+ 5,2	+ 4,6	+ 4,0	+ 4,3	+15,7
1976	+ 1,6	+ 1,2	+ 2,0	+ 1,1	+ 2,8
1977	+ 0,5	+ 0,8	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4
1978	+ 0,9	+ 1,8	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,4
1979	- 0,5	- 1,6	- 1,1	- 0,3	0
1980	- 0,6	- 1,0	- 0,9	- 0,3	+ 0,4
1981	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 1,1
1982	- 1,45	- 1,4	- 1,6	- 1,6	- 1,1
1983	- 1,0	- 1,8	- 1,0	- 0,5	+ 0,1

La «frénésie» selon Edmond Maire

« Quand ça chatouille le PCF, ça gratouille la CGT. » Cette phrase, dans Syndicalisme-hebdo du 23 février, dénonce la « frénésie unitaire » de la CGT.

Tout s'explique facilement, selon la direction de la CFDT : le PCF, préparant son possible départ du gouvernement, « doit se justifier par le mécontentement de l'ensemble des salariés ». Or, « aujourd'hui, la CGT ne peut prétendre représenter l'ensemble des travailleurs. C'est pourquoi la démonstration de l'absence de soutien au gouvernement par les salariés doit être faite dans l'unité ».

Du coup, pensent les dirigeants de la CFDT, le refus de l'unité d'action avec la CGT est parfaitement « responsable » : ils « ne prétendent pas nier la crise, les mutations qu'elle apporte » et ne veulent

pas « exiger la réalisation des 110 propositions de François Mitterrand sans prise en compte des contraintes ».

Voilà cernée la contradiction principale de la direction de la CFDT : respecter « les contraintes » — c'est-à-dire les règles du système capitaliste en crise — et vouloir « obtenir des résultats ». Pour refuser l'action, il ne lui reste plus qu'à opposer « l'unité d'action avec les travailleurs » à « une unité d'action d'états-majors ». Celle-ci, dit-elle aujourd'hui, « ne sert à rien, sauf à se faire plaisir, si elle ne reçoit pas l'adhésion des travailleurs ».

Reprenons ce raisonnement. La direction confédérale CFDT aurait la volonté d'une unité décidée « avec les travailleurs ». Supposons. Où sont les assemblées générales unitaires pour que les travail-

leurs puissent s'exprimer, sur leurs revendications, sur la politique du gouvernement, sur les moyens d'action afin de défendre leurs intérêts ? La direction de la CFDT se refuserait-elle à cette démarche en craignant que les travailleurs ne soient pas capables de « choisir des objectifs précis » ? Ou bien seulement par crainte d'une dynamique sociale ?

Cette question ne pourra être évacuée en affirmant que « la CGT recherche la remise en cause de l'unité de la CFDT ». De plus en plus nombreux sont et seront les militants qui voudront que les travailleurs aient les moyens de juger les propositions de toutes les organisations syndicales. Pour qu'ils puissent choisir par eux-mêmes et agir ensemble.

Pierre Rème





BANQUES

Grève unitaire le 1^{er} mars

Les employés des banques étaient de nouveau en grève nationale, le jeudi 1^{er} mars. Largement suivie, elle révèle le mécontentement du personnel et son refus d'accepter la baisse du pouvoir d'achat. Mais la répétition de ces journées et le manque de perspectives risquent de laisser les travailleurs.

De réunion paritaire en réunion paritaire, les propositions de l'AFB (le patronat bancaire) ne varient guère : les banquiers soldent les comptes de 1982-1983 et affirment qu'il n'y a pas à revenir dessus ; ils accordent royalement 3 % d'augmentation échelonnés sur 1984 et 1985. Le 3 février, ils proposaient 1 % le 1^{er} juillet 1984 et 2 % le 1^{er} janvier 1985. Ils innovent grandement le 22 février en suggérant 1 % les 1^{er} juillet et 1^{er} novembre 1984, et 1 % le 1^{er} janvier 1985. Voilà le jeu auquel se livrent ces messieurs de l'AFB, dans le respect des strictes décisions gouvernementales en matière de salaire !

C'est donc à juste titre que les syndicats de la profession dénoncent ces propositions comme into-

lérables. Il a cependant fallu un mois aux fédérations syndicales pour faire un pas en avant dans l'unité d'action : la grève du 1^{er} mars est appelée de concert par les cinq fédérations du crédit, ce qui n'était pas le cas le 3 février.

Mais ce pas en avant vers l'unité reste limité et fragile : CGT, CFDT, FO, SNB-CGC et CFTC ne se sont mis d'accord que pour refuser les « propositions » patronales et gouvernementales en matière de salaire. Elles demeurent divisées sur les revendications : la CFDT réclame une prime de 1 500 francs pour solder 1982 et 1983 et l'attribution de points uniformes calculés à partir d'un salaire moyen pour 1984. La CGT, FO et le SNB exigent de leur côté une augmentation immédiate de 3 % de la valeur

du point et le versement d'une demi-mensualité pour les années 1982-1983, l'indexation de la valeur du point sur les prix pour 1984.

Dans ces conditions, le risque existe que l'unité réalisée le 1^{er} mars ne soit remise en cause le lendemain. C'est pourquoi la réalisation de l'unité intersyndicale au niveau des entreprises, la tenue d'assemblées générales unitaires du personnel sur les lieux de travail, représentent la seule garantie réelle contre de nouvelles manœuvres de division.

Les fédérations syndicales sont aujourd'hui dans un état qu'elles ont elles-mêmes mis en place : il leur faut répondre au mécontentement du personnel sans mettre en cause dans les faits la politique d'un gouvernement qu'elles soutiennent. Elles savent qu'elles jouent leur crédibilité auprès du personnel et c'est pourquoi elles ont fait un pas vers l'unité.

Mais la répétition des journées d'action et grèves

de 24 heures, parce qu'inefficace, risque de laisser les travailleurs. Aucune perspective n'est tracée au-delà du 1^{er} mars, ni la préparation d'une grève prolongée de la profession, ni la jonction dans l'action avec ceux de la fonction publique qui ont pourtant les mêmes problèmes.

C'est pourquoi il faut discuter, après le 1^{er} mars, d'un appel en commun avec les fonctionnaires, si ceux-ci repartent unitairement en grève. C'est là le seul moyen pour indiquer clairement au gouvernement que ceux qui l'ont élu n'acceptent pas d'être les dindons de la gauche, au bénéfice du patronat !

Michel Thomas

♦ De nouvelles propositions de l'AFB le 28 février (1,5 % le 1^{er} juin, 1,8 % le 1^{er} décembre, 1,65 % le 1^{er} janvier) ont été rejetées par la CGT, FO et la CFDT. Le SNB-CGC en a profité pour signer l'accord salarial. La CFTC réserve sa réponse tout en s'associant à la grève du 1^{er} mars.



Manifestation de soutien aux locataires du 37, rue Polonceau (Paris 18^e), expulsés le 7 février (voir article dans « Rouge » du 17 février) le SAMEDI 10 MARS, à 14 heures angle rue Affre/rue de la Goutte-d'Or (métro Barbès)



Mercredi 22, manifestation à Dunkerque à l'appel des syndicats des chantiers navals.

DE NOS CORRESPONDANTS

DUNKERQUE
L'unité autour
de la navale

Mercredi 22, 7 000 travailleurs manifestent dans les rues de Dunkerque, à l'appel des syndicats du chantier naval Nord-Méditerranée, soutenus par les unions locales CGT, CFDT, FO, FEN, CGC. De fortes délégations de la métallurgie, la sidérurgie, la chimie, des travailleurs du port et des navigants, de la réparation navale, des entreprises sous-traitantes, comme des communaux ou de la SNCF sont présentes. Sans appel à la grève, l'unité a rassemblé.

Toutes les générations sont présentes dans le cortège. Les retraités des chantiers navals, comme les jeunes de la section « BTS navale » de Coudekerque. Celle-ci s'est ouverte l'an passé. Il n'y en avait qu'une dans le pays, jusqu'à présent, à Saint-Nazaire. C'était un événement, des jeunes de différentes régions sont venus s'y inscrire. Aujourd'hui, c'est l'inquiétude, pour eux aussi, face aux menaces de licenciements aux chantiers navals.

« Pas de fermeture, ça ne veut rien dire tant qu'il n'y a pas de commande. » La réflexion est largement partagée. Les syndicats condamneront fermement l'attitude du patronat de la navale. La CGT souligne que le gouvernement ne tient plus le même discours qu'en 1982. La CFDT rappelle l'exigence de la diminution du temps de travail, des 35 heures, face aux licenciements.

RENAULT-BILLANCOURT
La CGT visite
les finances
suisses

« Renault-Finances, comme son nom l'indique, a pour but de faire de la spéculation sur les différentes monnaies, le dollar et le deutschmark principale-ment. »

Mercredi 22, une centaine de travailleurs de Renault-Billancourt sont venus occuper le siège de la société, à Lausanne, et « s'expliquer » avec le directeur de la filiale de la Régie.

Jean-Pierre Rossi, secrétaire de la CGT-Billancourt (propos recueillis par nos camarades de la Brèche, journal de la section suisse de la IV^e Internationale) : « Nous réprouvons cette politique, nous considérons qu'il y a autre chose à faire avec cet argent. Des investissements en France pour créer des emplois, comme une formation assurée pour les travailleurs, par exemple, au lieu de faire de la spéculation. »

« On nous disait en 1975, rappelle-t-il, alors que les travailleurs de la

Régie étaient en grève, qu'il n'y avait pas dans les caisses les vingt-cinq milliards nécessaires à la satisfaction des revendications. Au même moment, Renault-Finances investissait dans le café et dans la moutarde. On a appris depuis que le café se solde par un trou de soixante milliards. »

HOPITAUX
LYON
Le problème
de fond

Le conflit rebondit aux hôpitaux civils de Lyon. Partie de la décision de la direction de faire passer au privé les selfs et cuisines de l'un des hôpitaux de la ville, la mobilisation dans l'unité CGT, CFDT, FO, pose maintenant le problème de fond : celui des effectifs.

Il faut dans l'immédiat 510 postes pour que les services puissent tourner de façon correcte. Une délégation intersyndicale a rencontré de Kercadroué, directeur des hôpitaux, mardi 28.

La question d'une coordination des mouvements qui touchent ou ont touché plusieurs centres hospitaliers et non des moindres — Lyon, Nîmes, Bordeaux, Tours, Orléans — va très vite se poser. Les hospitaliers lyonnais ont en effet tiré les leçons de leur grève de 1982 : trois semaines et demie de grève pour obtenir 65 postes. En l'absence de centralisation de l'action par les fédérations syndicales !

SIDERURGIE
LA CHIERS
La lutte
continue

Après le départ des gardes mobiles de Vireux, l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, a organisé une manifestation regroupant 400 des 600 sidérurgistes de La Chiers.

La lutte a dû changer d'objectif sous la pression des événements. Initialement prévue le 31 mars, la fermeture de l'usine a été avancée. « En raison, dit la direction, des inondations de la Meuse qui ont endommagé le four électrique. » Refusant le chômage pour une centaine d'ouvriers et le diktat de la direction, l'intersyndicale essaya bien de remettre l'usine en marche, contre l'avis de la direction, mais celle-ci fit couper le courant avec l'appui d'EDF.

L'intersyndicale accepte une expertise du four sous son contrôle et le report du chômage d'une semaine. Nous y sommes. L'intersyndicale appelle le personnel à se présenter au travail malgré le chômage prévu à partir du 27 février.

Un comité de soutien aux inculpés — les ouvriers grévistes pris sur les barricades doivent passer en procès le 14 mars — est en train de se constituer.

Michel Albert a des idées depuis longtemps

Co-auteur, avec Yves Montand, de l'émission « Vive la crise ! », Michel Albert a depuis longtemps des idées. Elles ne sont pas favorables aux travailleurs. Ce qui n'a rien d'étonnant pour l'ancien commissaire au Plan du temps de Giscard et Barre. A la lecture de son livre, « le Pari français », la supercherie apparaît vite...

« En définitive, ceux qui peuvent jouer le rôle le plus important dans la lutte contre le chômage sont les professionnels de la plume, du micro, de la communication. » Cette phrase du *Pari français* (1), de Michel Albert, co-auteur avec Yves Montand de l'émission « Vive la crise » du 22 février, donne déjà une idée du projet. Elle a été écrite dans un moment où Pierre Mauroy se donnait encore le titre de « chef de guerre contre le chômage ».

Pour Michel Albert, en effet, il ne s'agit pas de « lutte », car « la cause principale du chômage c'est l'ignorance, la méconnaissance des lois paradoxales qui régissent le marché de l'emploi » (page 13). Lois qui se combinent autour de deux bornes, celle de « la rentabilité » économique et celle de « la démocratie ». La première se ramène à une banalité : « Les comptes d'exploitation des entreprises sont ainsi faits que le principal moyen pour réduire leurs charges consiste à jouer sur l'évolution des salaires » (page 58). Quant à la seconde, c'est bien sûr le repoussoir des Etats dominés par la bureaucratie et prétendus « socialistes » : « La garantie absolue de l'emploi n'existe que dans les pays où les autres garanties ont été supprimées » (idem).

« Marx disait... »

Michel Albert, lui, défend la liberté avant tout... Il pimente même ses propositions par une bonne référence à Marx en personne. Celui-ci disait, comme le souligne Michel Albert, que « chaque travailleur devrait pouvoir exercer, simultanément, et à temps partiel, plusieurs métiers » (page 240). D'où, en conclut cet « économiste », un moyen de réduire le chômage : « Les trois quarts des chômeurs actuels pourraient trouver un travail à temps partiel (...) si un million et demi de travailleurs à temps complet se déclarent volontaires pour réduire leurs revenus dans la même proportion » (page 236). C'est « la révolution du temps choisi » !

Ce partage des revenus et des postes de travail entre salariés a selon lui une importance vitale, au sens strict du terme : la natalité même en dépend... « Il n'est pas douteux, soutient-il, qu'à partir du moment où l'évolution sociologique fait que les deux conjoints désirent exercer une activité professionnelle, le taux de natalité en est affecté » (page 244). Celui-ci ne pourra, paraît-il, se redresser que grâce au « temps choisi ». « Or, tout ce qui fait l'inestimable bien-être

de la vie en Occident — la démocratie comme le niveau de vie — dépend avant tout, à terme, du redressement de la natalité. » Pour faire mousser un peu l'argument, il ajoute : « Que ceux qui en doutent encore se demandent qui paiera leurs retraites dans vingt ou trente ans ! » (idem).

« Vive le travail au noir »

Pour favoriser le développement du travail à temps partiel, Michel Albert ne manque pas d'idées. Outre l'appel aux femmes pour qu'elles remplissent leur fonction grâce à des demi-salaires, il a inventé la PVTR (prime aux volontaires du travail à temps réduit). En répartissant autrement « l'aide des collectivités publiques », « ce système permet d'avoir deux emplois à mi-temps au lieu d'un seul emploi à temps complet » (page 263). Un tableau, reproduit ci-contre, donne le détail du calcul, qui se conclut par un « objectif » : « La France pourrait se trouver en 1987 dans une situation voisine du plein emploi et cela du seul

fait que le travail à temps partiel serait passé de 8 % à 30 % » (page 268).

Pour ce brillant objectif, une réforme de la fiscalité devrait elle aussi jouer un rôle : par « un alignement du régime de TVA, des petits artisans sur celui des professions libérales non assujetties à la TVA (médecins et avocats par exemple) », le « travail noir » pourrait être « blanchi » : il n'entraînerait plus de taxation et cela « favoriserait 100 000 emplois supplémentaires en quelques années » (page 242). Et « Vive le travail au noir » (2).

Autogestion ou profit

Citant en modèle « le Japon et la Suisse où les salariés acceptent des baisses temporaires de salaire, parfois très importantes » (page 106), Michel Albert rejoint le bon mot de Raymond Barre, selon lequel « le travail à temps partiel est la seule solution qui s'accompagne naturellement d'une baisse acceptée des salaires ». Cette rencontre n'a rien d'un hasard : du temps du « plus grand économiste de France », Michel Albert était le commissaire au Plan. Il avait préparé le projet de VIII^e Plan, qui ne fut jamais présenté au Parlement : Barre craignait qu'il soit trop impopulaire et rende plus difficile la réélection de Giscard (!). On y trouvait en effet ces mêmes idées que Michel Albert, aujourd'hui, diffuse sans en cacher totalement la continuité : « La préparation du VIII^e Plan a permis, écrit-il, de pousser l'examen des solutions au chômage au-delà de ce qui avait été fait partout antérieurement ». (page 280). Pas de quoi provoquer l'enthousiasme ! Reste donc la

fonction de la mise en scène, qui fournit une sorte de conclusion provisoire.

« Un professionnel du micro... »

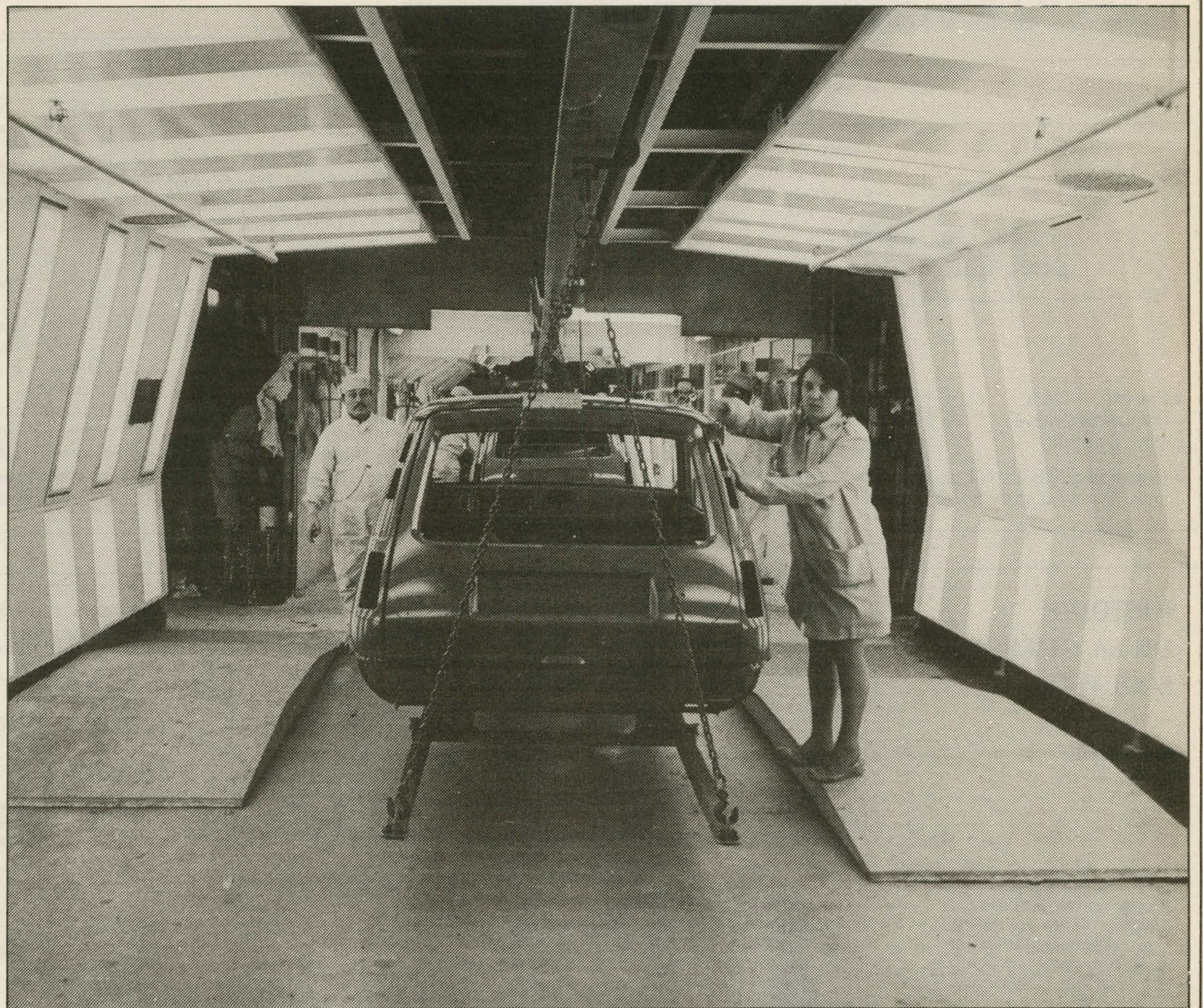
Conclusion, commune à Michel Albert ou à un « professionnel du micro », Yves Montand, qui se déroule sur une sorte de valse à trois temps. Le premier, entraînant, un brin impulsif : « On se prend à souhaiter une levée en masse, une révolte de ces chômeurs. Contre nous » (page 196). De quoi donner le frisson ! Mais aussitôt, le deuxième temps est là, nostalgique : « Une seule et même politique permettrait de lutter efficacement contre la faim dans le monde tout en réduisant le chômage chez nous... Si le substantif "l'Internationale" avait conservé sa force initiale, il y a longtemps que tout cela serait fait » (idem). Vient alors le troisième temps, consacré à créer de nouvelles complicités « pour renforcer la compétitivité de notre économie, il va falloir apprendre à nous entendre les uns les autres, à gérer nos conflits sur les lieux d'activité par les compromis qui sont le propre de la démocratie » (page 281).

Une démocratie qui n'a rien à voir avec le pouvoir exercé par les masses... Yves Montand et Michel Albert veulent seulement développer la complicité des masses avec leurs exploiters nationaux ou « européens ». Un projet agréable aux deux Faure et à leur rassemblement de radicaux qui préparent une majorité de centre gauche poussant le PC hors du gouvernement.

Pierre Rème

1. *Le Pari français*, aux éditions du Seuil (1982).
2. Titre d'un livre que vient de publier Alfred Sauvy.

Faut-il tout partager pour le profit de quelques-uns ?



GAIN NET HEBDOMADAIRE

	Travailleur A	Travailleur B	Total
a) Situation actuelle			
Entreprise	400	0	400
Collectivités publiques	0	240 ¹	240
			640
b) Système de la PVTR			
Entreprise	200	200	400
Collectivités publiques	80	80	160
			560

1. On a retenu ici un chiffre moyen de 60 % du salaire antérieur, ce qui correspond au taux de l'allocation spéciale de l'UNEDIC au quatrième trimestre suivant le licenciement.

LORRAINE

Une assemblée régionale contre l'austérité

A Nancy, le 17 mars, à l'appel de 105 travailleurs, aura lieu une rencontre ouvrière. Les trois thèmes retenus pour cette discussion portent sur les revendications devant les licenciements et la baisse du pouvoir d'achat, sur les formes que la mobilisation doit prendre pour imposer une nouvelle politique et sur les luttes dans et avec les organisations syndicales.

Le projet d'une telle assemblée est né à Longwy, lors d'une discussion entre militants, responsables syndicaux locaux. Se connaissant depuis des années, ayant pour certains participé à quelques débats unitaires durant les deux dernières années, des anciens du PCF et du PS, des militants de la LCR et du PSU, des inorganisés, ont mis au point le projet d'appel régional à la rencontre du 17 mars.

Celui-ci décrit les ravages réels de l'austérité dans la région, tant dans la sidérurgie et les mines que dans le

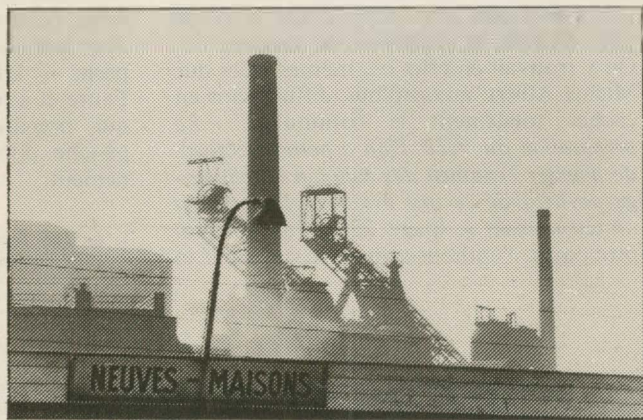
textile ou la chimie. Il souligne l'abîme béant entre le vote de 1981 et la politique actuelle.

Une même volonté de rassembler les énergies de ceux qui sont opposés aux plans de restructuration s'est développée dans les cinq départements (Vosges, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse, Haute-Marne). Et la Gauche autogestionnaire, minorité du PSU, s'est jointe à cette campagne de signatures. Actuellement, après les 105 premières si-

gnatures, l'appel va être diffusé massivement dans la région : la rencontre de Nancy a été rendue possible par l'initiative commune de syndicalistes de la sidérurgie de Longwy, du textile, des PTT, de la SNCF, de la santé, des enseignants.

Faire avancer les débats et le rassemblement des forces qui rejettent la politique actuelle, la Lorraine prouve, amplement, que c'est possible.

C. S.



Montand chante « vive la crise » !

Delors annonce moins de remboursement de la Sécu et moins d'impôts pour les riches !

Plus que jamais, sachons débattre pour unir et agir plus efficacement contre les licenciements et la logique infernale du capitalisme en crise.

URGENCE

URGENCE

URGENCE

URGENCE

URGENCE

URGENCE

La LCR propose
des mesures anticapitalistes
POUR CHANGER DE CAP

Ni les ravages
de l'austérité,
ni les progrès
de la droite
ne sont fatals

URGENCE

Cette brochure de vingt-quatre pages, en vente au prix de dix francs, est prévue pour une large diffusion.

Ecrivez ou téléphonez à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Tél : 859 00 80.

Des tarifs particuliers sont prévus pour les commandes groupées.



● Samedi 15 h (A2), « France-Angleterre... de rugby bien sûr !

● Dimanche 20 h 35 (TF1), *Espion lève-toi* d'Yves Boi-

set, avec L. Ventura, M. Piccoli, B. Crémier... La galère.

20 h 35 (FR3), *la Femme gauchère* de Peter Handke

avec Edith Clever et Bruno Ganz. Remarquable passage derrière la caméra du dramaturge allemand Peter Handke, aidé par l'équipe de Wim Wenders et de fabuleux comédiens. Un très beau film.

21 h 40 (A2), premier épisode d'une série consacrée aux vieux militants révolutionnaires juifs, « Les révolutionnaires du Yiddishland », préparée par nos camarades Alain Brossat et Gérard Verbizier.

22 h 50 (FR3), *le Roman de Mildred Pierce*, polar de Michaël Curtiz, avec Joan Crawford, Jack Carson et Z. Scott, d'après James Cain.

● Lundi 20 h 35 (TF1), *Ciel rouge*, western de R. Wise avec R. Mitchum.

20 h 35 (FR3), *l'Argent de poche*, de F. Truffaut. Film bizarre d'un cinéaste se considérant un peu comme le cinéaste de l'enfance et de l'adolescence... Truffaut a-

il voulu mettre dans cette fresque mosaïque un peu de sa nostalgie d'adulte se penchant sur son passé ?

● Mardi 20 h 35 (FR3), « La dernière séance » présentée par Jacques Dutronc nous propose une soirée Ava Gardner avec *la Croisée des destins*. Flamboyant (et splendide) mélo oriental abordant audacieusement le problème du métissage, donc du racisme, sur fond de colonialisme, et *l'Île au complot*, polar exotique de

R.Z. Léonard avec Ava Gardner, R. Taylor et Ch. Laughton.

● Jeudi 20 h 40 (FR3), *Réjeanne Padovani*, film splendide dû à l'un des plus grands cinéastes québécois, Denys Arcand. Comparable aux grands chefs-d'œuvre de dénonciation sociale de Francesco Rosi...

● Vendredi 23 h 05 (A2), *Le temps s'est arrêté*, le premier long métrage d'E. Olmi, réalisé juste avant *Il Posto* qui allait le rendre célèbre...

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. Le 15 mars 1981, le candidat Mitterrand promet « un grand service public, unifié et laïque ». Le 10 mai, c'est la victoire de la gauche...

A. SAVARY entame alors des discussions avec l'ensemble des "partenaires". De son côté le privé...

VIVE L'ECOLE LIBRE

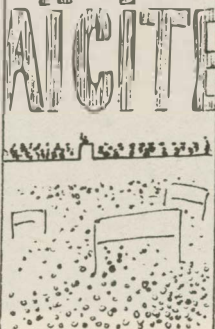


C'est alors qu'au Congrès de TOULOUSE du SNI-PEGC est votée la motion unanime...

NATIONALISATION LAIQUE
Abrogation des lois antilaïques et du statut d'Alsace-Moselle.

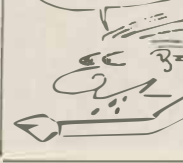


9 Mai 1982
300.000 laïques au BOURGET à l'appel du C.N.A.L.



A l'issue des discussions SAVARY fait une série de propositions. La réponse du privé est nette...

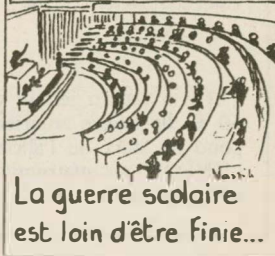
JAMAIS !!



De nouvelles tractations vont conduire le Ministre à présenter en Décembre 1983 un nouveau projet. Le CNAL quant à lui...



Dans cette situation A. SAVARY propose d'entamer des négociations bilatérales qui doivent mener le parlement à légiférer au printemps 1984...



La guerre scolaire est loin d'être finie...

fin

PROCES DE LANDAU

L'accusation en déroute

Au terme de l'une des plus importantes campagnes de solidarité avec des soldats jugés par un tribunal militaire, le procès de Landau a tourné à l'avantage de la défense qui a dénoncé cette parodie de justice contre la liberté d'expression, et les mouvements de paix. Le jugement sera rendu le 29 mars.

C'est véritablement dans un camp retranché que s'est déroulé le procès de Landau. Barbelés, miradors, pancartes mettant en garde contre toute intrusion et menaçant de l'usage d'armes à feu, rien ne manquait à l'extérieur de la salle d'audience pour souligner le caractère exceptionnel de ce procès d'un autre temps. Seule note discordante, une centaine de militants français et allemands qui maintiendront un piquet de protestation devant l'enceinte du tribunal tout au long de la journée « acquitez nos camarades ».

A l'intérieur, c'est le même décorum suranné, hérité des sections spéciales et des sinistres tribunaux permanents des forces armées : au fond, sous une Marianne de plâtre égarée là, la Cour, formée de trois magistrats, robe rouge et blanche hermine pour le président, robe noire pour les deux autres juges ; à gauche, le commissaire du gouvernement en grand uniforme chamarré, portant haut un placard de décorations à faire palir le plus décoré des maréchaux soviétiques ; à droite, les accusés et leurs avocats ; face à la Cour, la garde d'honneur, une rangée de gendarmes en grande tenue présentant les armes pour un oui ou pour un non. Derrière enfin, le public, où l'on relève la présence, qui ne doit rien au hasard, de familles de militaires, femmes et enfants de cadres qui bourrent consciencieusement la salle et qui égrenent de temps à autre des sentences fleurant bon l'ambiance très particulière des mess de garnisons.

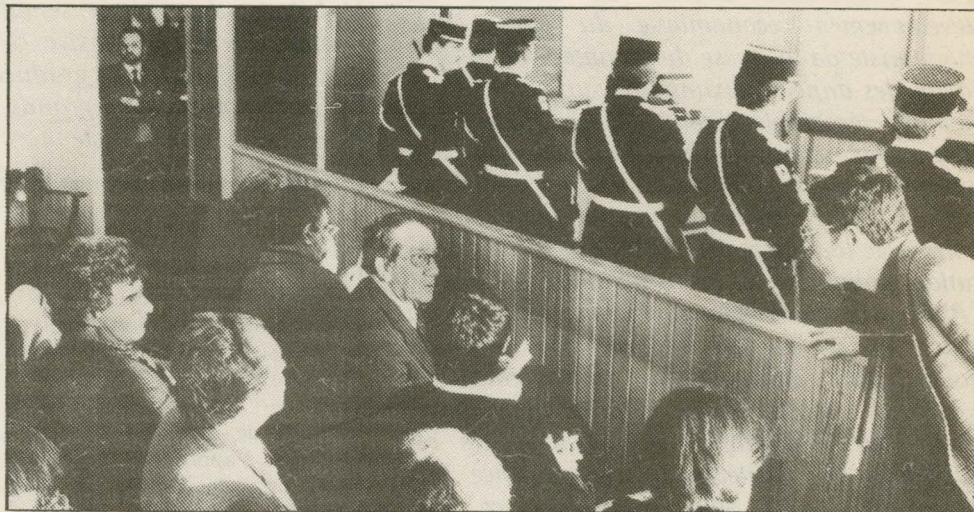
Une vieille connaissance

A 10 h 45, le greffier donne lecture de l'acte d'accusation. Le commissaire du gouvernement, détendu, parade. C'est une vieille connaissance : il avait instruit en 1974 à Marseille, le procès de nos camarades Pelletier, Ravet et Taurus jugés et condamnés après la manifestation de 200 soldats dans les rues de Draguignan. Jadis aux ordres de Peyrefitte, aujourd'hui aux ordres de Robert Badinter, il est toujours là, constant, exerçant en conscience son métier d'accusateur public. De cet acte d'accusation laborieux, une évidence se dégage, Laurent et Olivier ne sont poursuivis que pour leurs seuls écrits, d'ailleurs tronqués et déformés par un homme qui n'a rien d'autre à se mettre sous la dent. Preuve suprême de subtilité toute militaire, ce dernier fera le procès d'un dessin paru dans le bulletin du comité de soldats incriminé. Il s'agissait d'un dessin de Plantu paru peu de temps avant dans le *Monde*... Le président lui-même esquissera un sourire.

Mais le procès basculera très tôt avec l'interrogatoire des prévenus. Olivier et Laurent en profitent pour s'expliquer sur le fond, portant ainsi une première estocade à l'accusation. En termes clairs et précis, ils revendiquent haut et fort le droit pour tous les soldats de s'exprimer librement, leur droit de travailler pour la paix et soulignent la différence avec laquelle sont traités hommes du rang et officiers supérieurs. Dans leurs interventions, c'est la même détermination chaleureuse qui passe, forts qu'ils

sont de leur bon droit et d'un soutien international sans précédent.

Puis vient le défilé des témoins portant tous, à l'instar de nos camarades, le débat sur le fond. L'amiral Sanguinetti, au nom de la Ligue des droits de l'homme, défend avec vigueur les droits et libertés dans l'ins-



Dans la salle d'audience, au premier rang de gauche à droite : Ernest Mandel, Paul Noirot, Antoine Sanguinetti ; au deuxième rang : Alain Krivine et Jacob Moneta.



Laurent et Olivier accueillis à la sortie du tribunal par le piquet de solidarité.

titution militaire. Serge Depaquit, au nom du PSU, dit son étonnement devant ce procès politique contre des soldats, le premier depuis mai 1981, et rappelle les engagements de François Mitterrand. Alain Krivine se déclare en plein accord avec Laurent et Olivier, insistant lui aussi sur les libertés démocratiques conquises de haute lutte par la classe ouvrière. Angela Klein, dans une déposition émouvante, témoigne de la solidarité fraternelle des mouvements de la paix en Allemagne avec ces soldats

étrangers dont l'attitude tranche si nettement avec la signification que prend pour les masses allemandes le maintien de troupes d'occupation dans leur pays. Ernest Mandel, évoquant son passé de prisonnier des camps nazis, dit sa conviction que seule la réunification socialiste de l'Allemagne peut venir à bout du militarisme, engageant le prolétariat allemand aux côtés des autres classes ouvrières du continent dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Le père Cardonnel salue « l'acte

d'humanité » des inculpés, soulignant qu'un peuple ne pouvait être tenu pour responsable près de quarante ans après des crimes commis en son nom. Sur le même registre, Paul Noirot, évoquant le souvenir douloureux de sa déportation à Buchenwald, fait alors le procès de l'obéissance aveugle, reprochée à d'autres soldats au procès de Nuremberg. Jacob Moneta, attaché à l'ambassade d'Allemagne à Paris de 1952 à 1963, estime que ce procès va à l'encontre de la tradition de liberté héritée de la Révolution française de 1789. Bruce Kent, évêque anglican, secrétaire général du CND (Campaign for Nuclear Disarmament) soutient la « proposition de paix » du retrait des troupes étrangères des deux Allemagnes.

L'accusation mal à l'aise

Le commissaire du gouvernement, visiblement mal à l'aise, ne peut plus que constater sa déroute. Il demande, après une longue interruption, une peine de principe, laborieusement justifiée au plan juridique, mais « pas plus » parce, qu'estime-t-il, « ces deux garçons sont intelligents, ce ne sont pas des appelés moyens », justice de classe oblige. Dès lors, les plaidoiries de maîtres Conte et Houver mettront comme un point d'orgue à la déroute de l'accusation, ceux-ci rappelant notamment les déclarations de Charles Hernu, dix ans plutôt au procès de Draguignan. Faute de pouvoir prononcer l'acquittement, la Cour se donne de matière fort peu habituelle jusqu'au 29 mars pour méditer sur la raison d'Etat et le cours de la justice, fut-elle d'exception. Pour notre part, avec Laurent et Olivier, avec tous ceux qui les ont soutenus, nous ne nous contenterons pas d'une victoire en demi-teinte.

Jean-Louis Michel



Meeting de 200 personnes le soir à Landau. A la tribune, E. Mandel, E. Patoux, J.-L. Michel, Martin Grau (Vert), Angela Klein.

EUSKADI

Le pourrissement

Qu'il soit de droite ou de gauche, aucun gouvernement ne sera jamais parvenu à imposer l'unité de l'Espagne. Telle est la principale leçon des soubresauts qui agitent le Pays basque, plus d'un an après le triomphe des socialistes de la Péninsule.

En Euskadi, la revendication d'auto-détermination fut l'un des vecteurs essentiels du combat contre la dictature franquiste. Pour tenter de la désamorcer et de se débarrasser d'un centralisme devenu un obstacle au développement économique du pays, l'aile moderniste de la classe dominante promulga, à la fin des années soixante-dix, un statut d'autonomie semblable à ceux qui furent concédés aux autres nationalités de l'Etat espagnol. Son objectif majeur était d'asseoir la stabilité du régime parlementaire sur un partage des pouvoirs avec la bourgeoisie basque et sa représentation politique, le Parti nationaliste basque (PNV). Un gouvernement régional fut mis en place et se vit reconnaître une série de compétences : enseignement, aménagement du territoire, santé et même certains pouvoirs de police, etc. Pourtant, ces bien modestes attributions se heurtèrent en permanence aux prérogatives du pouvoir central et aux pressions des « pouvoirs de fait » (Eglise, armée, police...). De surcroît, le refus d'inclure la Navarre parmi les régions sous administration autonome tout comme la brutale répression contre les nationalistes radicaux de l'ETA conduisirent de larges secteurs de la population à prendre conscience que l'on continuait à nier leurs droits nationaux. Dès lors, le divorce ne cessa de s'accroître entre l'Etat central et les Basques. En 1977, ces derniers n'étaient qu'un tiers à voter pour des formations nationalistes ou autonomistes. Ils sont actuellement une majorité absolue.

Accédant au pouvoir, les socialistes ont raté une chance historique. Multipliant les gages aux secteurs réactionnaires, ils n'ont rien fait pour remédier à la détérioration de l'état économique de l'Euskadi. Tout comme leurs prédécesseurs, ils ont multiplié les manœuvres visant à réduire les pouvoirs des institutions autonomes. Les membres de l'ETA ont continué à être traqués et torturés. Avec la complicité de la police, des commandos fascistes franchissent même la frontière pour liquider des responsables indépendantistes réfugiés en France. Au bout du compte, seuls le caractère étroitement conservateur du PNV et la ligne militariste de l'ETA militaire — employant une violence qui ne peut que heurter de larges secteurs de l'opinion — ont permis au PSOE de sauver la face.

Les élections pour le renouvellement du Parlement autonome, organisées le 26 février, reflètent cette situation. Si le Parti socialiste progresse notablement, il représente toujours moins du quart de l'électorat basque. A l'inverse, ensemble, les courants se réclamant du nationalisme recueillent 64,3 % des suffrages. En dépit de ses orientations générales, le PNV capitalise l'hostilité massive de la province envers le gouvernement de Madrid. Il gagne 3,71 points par rapport à 1980 et atteint 41,7 %. La coalition radicale Herri Batasuna — qui ne dissimule pas son accord avec le programme de l'ETA militaire — reste stable avec 14,6 % des voix (à peine neuf points de moins que le PSOE). Encore faut-il considérer que l'assassinat, à la fin de la campagne électorale à San Sebastian, du sénateur socialiste Enrique Casas Vilas, lui a sans doute coûté des centaines de suffrages.

A l'issue de ce scrutin, aucune force ne dispose d'une majorité institutionnelle absolue. Ce facteur de paralysie aggravé par l'incapacité des dirigeants espagnols à satisfaire aux revendications du peuple basque ne peut conduire qu'à de nouvelles convulsions sanglantes.

Christian Picquet

LA GUERRE IRAN-IRAK

L'escalade meurtrière

L'Iran, depuis une semaine, s'est lancé dans une nouvelle offensive contre l'Irak. Même si l'escalade reste graduée, les risques de dérapage sont grands. Déjà une intervention militaire impérialiste n'est plus à exclure.

La guerre Iran-Irak connaît de nouveaux développements avec la dernière offensive de Téhéran et l'annonce — qui reste à confirmer — du coulage par l'Irak de plusieurs tankers venus s'approvisionner au terminal de Kharg. Les effectifs des deux armées (cinq cent mille hommes côté irakien et potentiellement deux millions pour l'Iran) dépassent ceux des conflits postérieurs à la Deuxième Guerre mondiale. Le mouvement engagé vise à couper l'axe économique et militaire entre Bagdad et la seule façade maritime de l'Irak.

Depuis le 22 février, les combats auraient fait environ vingt mille morts sans compter les victimes civiles, les deux armées bombardant des villes frontalières pour affaiblir l'adversaire.

Le cœur du problème

L'offensive de l'Irak en septembre 1980 est tout d'abord conçue comme une guerre-éclair. Au-delà du litige frontalier entre les deux pays, le régime baassiste projette d'abattre la République islamique afin d'assurer son hégémonie dans la région après la chute du shah. La révolution iranienne se trouve en effet au centre de la situation régionale. Les risques de déstabilisation inquiètent les régimes en place, Khomeiny n'ayant pas encore réussi à mettre au pas le mouvement de masse et les minorités nationales, à commencer par les Kurdes.

L'Irak s'appuie sur les forces iraniennes les plus réactionnaires liées à l'ancien régime. Mais elle sous-estime la capacité des masses iraniennes à défendre la révolution. Saddam Hussein pense bénéficier de la sympathie de la population arabe du Khouzistan, région économique vitale pour Téhéran. Il la trouvera sur son chemin. Au Kurdistan, le PDKI, qui se bat pour l'indépendance, propose une trêve à Khomeiny pour repousser l'agression. Les masses travailleuses et paysannes, les organisations de gauche se portent vers le front.

L'offensive des troupes de Bagdad trouve un relais dans le camp impérialiste qui y voit la possibilité d'un renforcement de la contre-

révolution en Iran. L'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran dure, à l'époque, depuis un an. Pour autant, les métropoles occidentales ne tiennent pas à renforcer outre mesure le poids du pouvoir baassiste dans la région.

L'Egypte, Israël et l'Arabie Saoudite constituent le trépied sur lequel repose la politique américaine depuis la fin de la dynastie Pahlevi. Pour ménager leur allié israélien comme pour éviter une concentration des ressources pétrolières entre les mains de Saddam Hussein, les USA ne s'engagent pas à fond derrière Bagdad.

L'offensive de Khomeiny

Avant de déclencher sa contre-offensive en août 1981, Khomeiny parvient à établir son hégémonie sur l'appareil d'Etat face au Premier ministre Bani Sadr. S'appuyant sur les gardiens de la révolution, il déclenche une féroce répression contre le mouvement populaire. Les exécutions se multiplient. Les officiers du shah sont sortis de prison et l'armée a été restructurée ; les comités de soldats sont proscrits.

Bénéficiant toujours d'une assise populaire, Khomeiny lance alors une contre-attaque, en faisant de l'infanterie le fer de lance de sa stratégie. Les vagues humaines lancées sur l'ennemi permettent de regagner le territoire perdu puis de lan-



Les combats d'infanterie, particulièrement violents, auraient fait vingt mille morts depuis le début de la nouvelle offensive iranienne.

cer les offensives Aurore. Ces succès ont pourtant coûté cher. Selon un médecin militaire iranien qui a déserté, les pertes iraniennes s'élèvent à 400 000 morts et 600 000 blessés. Au début de 1983, le chef de l'Etat iranien est contraint de faire des propositions de paix qui resteront sans réponse.

Derrière l'Iran se sont retrouvés la Libye, la Syrie et... Israël, qui a fourni de l'armement en échange de pétrole bon marché. Du côté irakien, on retrouve les Etats du Golfe et l'Egypte. L'URSS vient de payer son soutien à l'Irak par l'exécution de dix dirigeants du Toudeh. La France tente, par la livraison de Super Etendards et des missiles Exocet, de renforcer son statut de seconde puissance militaire impérialiste.

Risques de dérapage

La situation actuelle est grosse de risques de confrontation qui ne serait plus limitée aux belligérants actuels. Une intervention mili-

taire impérialiste n'est pas à exclure, en raison du rôle stratégique de cette région. Neuf bâtiments de guerre américains, rejoints par deux navires britanniques, patrouillent déjà dans le golfe Persique. La flotte française de l'océan Indien n'est pas loin.

Lors de sa conférence de presse du 22 février dernier, Ronald Reagan a fixé une limite au conflit : le détroit d'Ormuz doit rester ouvert à la navigation. Huit à neuf millions de barils de pétrole y transitent quotidiennement. Même si les puissances occidentales se sont réservées la possibilité de faire face à une telle éventualité en constituant des stocks de trois mois et en disposant d'autres sources d'approvisionnement, un arrêt du trafic n'aurait pas que des conséquences locales. L'Irak comme l'Iran ont enclenché une escalade qui, même en restant graduée, peut déboucher sur une crise internationale majeure. Une escalade que les peuples des deux côtés de la frontière paient de lourds sacrifices.

Jean-Jacques Laredo

Les deux pays bombardent les villes frontières pour affaiblir leur ennemi : les victimes civiles se comptent par milliers.





URUGUAY

La dictature dans l'impasse

Face à une formidable remontée du mouvement populaire, dont témoigne la grève générale du 18 janvier dernier, la dictature cherche à élargir sa marge de manœuvre. Mais embourbée dans la crise économique, elle piétine dans ses tentatives de dialogue avec les partis traditionnels.

90 % des travailleurs du pays en grève : c'est le bilan de la journée organisée le 18 janvier dernier par l'Association intersyndicale des travailleurs (PIT) ; la première grève générale en Uruguay depuis le coup d'Etat de juin 1973. Le gouvernement militaire a réagi en dissolvant le PIT, et en renforçant la censure de la presse.

Une opposition de masse

Cela fait plusieurs mois que les manifestations de protestation se succèdent sous différentes formes dans les rues de Montevideo. 1^{er} Mai 1983 : un meeting massif, appelé par le PIT, soutenu par l'ensemble des partis politiques (dont le Frente Amplio), a réuni deux cent mille personnes ; pour la première fois depuis juin 1973, la dictature a dû l'autoriser. 27 juin 1983 : à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat, manifestation étudiante regroupant trois mille manifestants. 25 août 1983 : première journée nationale de protestation. 16 septembre 1983 : à l'appel du PIT, débrayages dans les entreprises. 25 septembre 1983 : deuxième journée nationale de protestation. 9 novembre 1983 : journée de protestation contre la dictature, appelée par le PIT, comprenant des manifestations et des grèves de dix minutes à une demi-heure dans les entreprises,

les banques, les services de santé... 27 novembre 1983 : manifestation de quatre cent mille personnes à Montevideo...

Ce mouvement a culminé au cours de la journée du 18 janvier, autour des mots d'ordre : « travail, liberté, meilleurs salaires, amnistie et droit de syndicalisation des fonctionnaires ».

Il s'agit d'une réaction massive devant les effets sociaux de la crise économique : en dix ans, le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés a chuté de 50 %. Le chômage frappe — selon les statistiques officielles... — 15 % de la population active. Les résultats de la politique économique ultra-libérale mise en place par la dictature sont la banqueroute. Le pays a été précipité dans les bras du FMI, qui a institué, en avril 1983, un plan de réajustement draconien, synonyme d'une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des salariés. Vegh Villegas, artisan de cette politique dès les débuts de la dictature, a repris en décembre le ministère de l'Economie et décrété une augmentation de près de 30 % des tarifs publics, provoquant une protestation massive de l'ensemble des travailleurs. Les syndicats demandent une hausse des salaires de 2 500 pesos, et une indexation sur la hausse du coût de la vie.

Ces journées sont aussi une protestation directe

contre la dictature : contre l'absence de libertés syndicales et politiques ; contre la censure ; pour l'amnistie des prisonniers politiques (ils sont plus de mille) et le retour des exilés. La manifestation du 1^{er} Mai s'est tenue aux cris de : « Elle va finir la dictature militaire ! », « Amnistie pour les prisonniers ». Le 18 janvier, un concert de casseroles dans la capitale a répondu à l'annonce de la dissolution du PIT.

La dictature au pied du mur

Répression accrue d'un côté, manœuvre politique de l'autre : face à cette formidable remontée du mouvement de masse, la dictature cherche à élargir sa marge de manœuvre. Elle est embourbée non seulement dans la crise économique, mais aussi dans le piétinement de son projet d'institutionnalisation du régime.

La tentative de « dialogue » avec les partis « traditionnels » avait échoué en juillet 1983. Les politiciens en effet ne pouvaient pas se permettre de se couper de leur base en avalant toutes les couleuvres.

Mais personne n'a intérêt à une rupture définitive. Le 1^{er} février dernier, le nouveau commandant en chef de l'armée, le lieutenant-général Pedro Aranco, a lancé un nouvel appel au « dialogue ». Les partis bourgeois, eux, veulent éviter que la crise en arrive au point où ils ne pourraient plus canaliser l'opposition dans une solution « institutionnelle » de compromis avec la dictature. Le temps presse ; ils tiennent à tout prix à ce que soit tenu le calendrier prévoyant des élections pour novembre 1984 et la remise du pouvoir aux civils en mars 1985.

C'est sur le refus d'une solution de ce genre, sans amnistie, sans garantie des droits démocratiques et sans solution à la crise économique et sociale, que se rassemble et se radicalise l'opposition. Elle passe surtout par la reconstitution du mouvement syndical, sur des positions d'indépendance de classe. Progressivement, les syndicats d'entreprise se réorganisent, tentant d'utiliser au maximum la très restrictive loi sur les associations professionnelles de juillet 1981. Le mouvement s'unifie : le PIT, qui a une existence formelle depuis le 1^{er} Mai dernier, comptait à cette date 47 syndicats affiliés. Il en a aujourd'hui 130.

Les contradictions de l'opposition

Pour prendre en charge les intérêts des travailleurs, il manque une direction politique cohérente. Le Frente Amplio (Front élargi, interdit), qui regroupe les forces de gauche, même s'il conserve une large implantation populaire, s'avère incapable de l'assumer aujourd'hui. Son cadre d'alliance avec la démocratie-chrétienne et l'oreille complaisante que celle-ci prête aux propositions éventuelles de réhabilitation l'en empêchent.

S. Joanny

Souscription Barricada (fin)

La maman de Sabine	300
Cel. instit. 94	300
Yves. Paris 4 ^e	3 000
Jean-Claude	2 500
	6 100
Ancien solde	42 312
Nouveau solde	48 412

GRENAD

Une fondation Maurice Bishop

« Maurice Bishop. Son esprit est vivant. » En une semaine, les amis de Maurice Bishop ont vendu deux mille tee-shirts portant cette inscription, et le stock de la fondation créée le 21 janvier à Grenade, pour honorer sa mémoire et celle de ses camarades, a été épuisé.

Maurice Bishop a été assassiné le 19 octobre dernier en compagnie de plusieurs autres dirigeants de l'île et de dizaines de manifestants. Ces crimes, ordonnés par d'autres dirigeants du New Jewel Movement ont entraîné une terrible démoralisation et ouvert la voie à l'invasion du pays par six mille soldats nord-américains.

Depuis, la plupart des militants du NJM sont passés par la prison, ont été intimidés, voire torturés. Beaucoup ont perdu leur emploi et sont soumis à une surveillance constante de la part de la CIA. Pourtant, la plupart d'entre eux restés fidèles à Maurice Bishop n'ont pas abandonné le combat. Ils se préparent à annoncer la réorganisation de leur parti. C'est ce que Kendrick Radix, l'un des fondateurs du NJM, est venu expliquer à Paris la semaine dernière. Il a été reçu au ministère des Relations extérieures ainsi qu'aux sièges du PCF et du PS. Alain Krivine et un représentant de la section émigration du GRS sont venus l'assurer du soutien de leurs organisations.

Dans l'immédiat, la LCR vous invite à aider financièrement la Fondation Maurice Bishop. Elle fera parvenir à Grenade l'argent qui lui sera remis (chèques à l'ordre de la LCR, mention Fondation Bishop au dos du chèque).

A. M.

ALGERIE

Nouvelle vague de répression

Plusieurs centaines d'arrestations ont été effectuées dans les Aurès (*le Monde* du 17 janvier avance le chiffre de quatre cents personnes). La campagne de « dégourbisation » déclenchée contre les habitants des bidonvilles s'est soldée par des dizaines d'arrestations. Des militants syndicalistes ont également été arrêtés lors des dernières grèves du port d'Alger, des chemins ou de celle des ouvriers du CVI de Rouiba.

La répression, au mois de novembre, avait essentiellement concerné les milieux politiques proches de l'ancien président Ben Bella, comme Nakache et Ali Yahia, tous deux anciens ministres, comme Be-

naouda, Sakhri et Fettouma, vieux militants nationalistes, ayant une sensibilité berbère.

Ces arrestations déclenchées à la veille du sixième congrès du FLN dénotent un certain énervement du régime Chadli face à l'agitation d'un mouvement démocratique audacieux. Ainsi, une pétition signée par 2 700 personnalités, universitaires, exige la libération de l'avocat Ali Yahia ainsi que tous les prisonniers d'opinion.

L'arrestation récente de onze personnes (neuf hommes et deux femmes), accusés d'appartenir à l'OST (section algérienne du CRI, lié au PCI français), intervenant après les avertissements donnés par les émeutes de Tunisie et du Maroc peuvent laisser présager d'autres arrestations dans les rangs de l'opposition organisée.

L'appel lancé par un groupe d'intellectuels en vue de constituer un comité de lutte contre la répression en Algérie peut être le premier pas vers une campagne de solidarité. La Ligue communiste révolutionnaire apportera toute sa contribution à une telle campagne.

F. B.

COTE D'IVOIRE

Interdiction d'une réunion

Le gouvernement français considère toujours l'Afrique comme une chasse gardée. Il vient d'interdire une conférence sur la Côte d'Ivoire que devait tenir une association d'étudiants de ce pays sous prétexte qu'elle était « de nature à troubler l'ordre public et porter atteinte aux relations internationales de la République ». Après les interdictions ayant frappé les manifestations de solidarité avec les émeutes du Maroc et de Tunisie, le gouvernement démontre une fois de plus dans quel camp il se situe.

TCHECOSLOVAQUIE

Vient de paraître : une brochure du Comité du 5 janvier, nouvelle formule. 15 francs.

Au sommaire : les cas de répression, la littérature clandestine, la répression contre le rock, des témoignages sur la vie quotidienne, les communiqués du VONS et les pacifistes indépendants. Disponible à la librairie La Brèche.

TCHECOSLOVAQUIE

15 années de normalisation et de répression



LES SOCIALISTES EUROPEENS FACE A LA CRISE (5)

Autriche: les illusions perdues

Le récent voyage de Pierre Mauroy à Vienne montre à quel point la gestion du SPO est un exemple pour les socialistes du continent. Mais, après l'échec électoral d'avril dernier et la mise en œuvre d'une politique d'austérité, le mythe est en train de s'effondrer.

« Quand j'essaie de savoir où de trouve la dignité, l'équité, le sens des réalités internationales, c'est à l'Autriche que je pense. » Cette phrase de François Mitterrand, en juin 1982, montre à quel point la gestion des socialistes autrichiens fait figure d'exemple, aux yeux des social-démocraties européennes. Jusqu'en 1966, le Parti socialiste (SPO) gouverna en compagnie du Parti populiste (ÖVP), la principale force bourgeoise. Et, en 1970, il obtenait la majorité absolue des sièges au Nationalrat (Parlement). Peut-on cependant encore parler de « modèle » autrichien ?

Durant plus de trente ans, l'Autriche s'est illustrée par une prospérité impressionnante. Au lendemain du dernier conflit mondial, tous les partis politiques — y compris les communistes — transformèrent en propriété d'Etat, les principaux secteurs d'activité industrielle : banques, charbon, pétrole, fer, acier, produits de base chimiques, etc. Il ne s'agissait alors nullement de transformer en profondeur la société, mais de faire face aux conséquences de la guerre et plus particulièrement à la confiscation par les Alliés, des biens autrichiens précédemment accaparés par le III^e Reich.

L'art du compromis

Ce secteur public qui regroupe un sixième de la main-d'œuvre a puissamment contribué à l'essor économique. Il a surtout limité les effets de la crise qui frappe les économies capitalistes depuis le milieu des années soixante-dix. En consentant à accroître le déficit budgétaire, en passant des commandes aux entreprises en difficulté, les gouvernants sont parvenus à maintenir un taux de chômage bien inférieur à ceux que connaissent tous les pays occidentaux (4,6 %) et un taux d'inflation gravitant autour de 3 %. Bien que difficile, l'année 1983 aura pourtant permis de réaliser une croissance de 1 %.

Mais, ces résultats remarquables sont également le produit d'une recherche du consensus poussée à son extrême et qui repose sur l'institutionnalisation de la collaboration entre les classes. A la base du « modèle » autrichien, on trouve en effet la « sozialpartnerschaft » (concertation sociale). C'est cette dernière qui a permis que le pays batte tous les records en matière de conflits du travail : 3,6 secondes de grève par salarié en 1983. Les négociations au sein des différentes structures de la « sozialpartnerschaft » permettent d'établir des directives qui fixent, au niveau national, les augmentations moyennes des prix et des salaires et déterminent la marge de discussion pos-

sible pour les conventions collectives établies dans chaque branche. Ces dernières n'outrepassent jamais les limites fixées nationalement.

Un tel climat social ne peut s'expliquer que par l'histoire de l'Autriche. La défaite de l'insurrection ouvrière de février 1934 et l'instauration de la dictature fasciste de Dollfuss, l'Anschluss et l'annexion hitlérienne, puis l'occupation du pays — jusqu'en 1955 — par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont permis aux dirigeants bourgeois et réformistes d'en appeler à l'unité nationale et au consensus. Durant vingt ans, les partis socialiste et populiste formèrent des cabinets de coalition. Et ils se partagent toujours les postes de direction de l'administration et des entreprises publiques, instaurant ainsi, une sorte de système de « contrôle mutuel ». Cela permet notamment que 80 % des projets de loi présentés au Parlement soient ratifiés à l'unanimité.

La fascination du tapis vert

La bureaucratie syndicale a largement favorisé la stabilité de l'ordre existant. L'entente nationale de l'après-guerre poussa à la fondation d'une centrale unique : la Confédération des syndicats autrichiens (ÖGB). Si les socialistes disposent d'une majorité écrasante à sa direction, les conservateurs y jouissent d'un poids sans rapport avec leur influence véritable dans le monde du travail.

Regroupant 70 % des salariés, l'ÖGB pourrait être un instrument irremplaçable de défense des revendications ouvrières. Mais elle joue surtout un rôle d'encadrement du mouvement social. La centrale s'est par exemple, dotée de structures extrêmement centralisées. L'autonomie des quinze fédérations professionnelles est quasi nulle. L'appareil central se trouve dès lors en mesure de contrôler toutes les négociations et d'imposer ses décisions.

Aux yeux des dirigeants syndicaux, une seule chose paraît compter : la préservation du consensus national. L'un d'entre eux, Hans Fellingner, résume en ces termes, sa doctrine : « Revendiquer fermement, mais toujours en tenant compte des possibilités économiques et financières de nos partenaires ». Cette « lutte de classes autour du tapis vert » — pour reprendre les termes mêmes de l'ex-chancelier Kreisky — a donné jusqu'à présent toute satisfaction au patronat. En échange de certaines concessions en matière de protection sociale (gratuité des soins médicaux, retraite à soixante ans, crédits accordés à la formation professionnelle, etc.), les salaires ont progressé beaucoup moins



Bruno Kreisky. Il a associé son nom au « miracle autrichien ».

vite que dans les pays limitrophes. Selon une récente étude de l'Institut de recherche économique entre 1977 et 1982, le coût salarial par unité de production dans l'industrie n'a augmenté que de 14 % contre 20 % en RFA et 28 % chez les principaux partenaires commerciaux de l'Autriche.

Un tournant

Les élections générales d'avril 1983 ont marqué un tournant dans la situation du pays. Usé et discrédité par sa recherche permanente de la conciliation avec les possédants, atteint par la sclérose de la vie politique qui en a découlé, le SPO a subi un recul important dans toutes les régions. Même Vienne, son bastion le plus solide depuis le début du siècle, a été touché. Le socialiste Fred Sinowatz, s'est trouvé contraint de former une coalition avec le Parti libéral (FPÖ).

Ce dernier exerce maintenant une forte pression en faveur de la mise en œuvre d'une « politique de rigueur ». Car, si les effets de la crise ont pu être différés, tous les clignotants sont désormais passés au rouge. Le déficit budgétaire atteint 6 % du PIB et la dette

publique a doublé au cours des cinq dernières années. L'activité industrielle et les investissements accusent une baisse importante. S'inspirant des exemples en vigueur dans le reste du monde capitaliste, le monde des affaires exige donc une diminution du niveau de vie des travailleurs et la restructuration de l'appareil productif.

C'est dans cette voie que s'est engagé le gouvernement avec l'adoption du budget 1984. Au nom du rééquilibrage des finances publiques, un effort fiscal important est imposé à la population : augmentations des impôts et introduction d'une nouvelle taxe sur les revenus, hausses de la TVA et des cotisations de Sécurité sociale, etc. Dans le même temps, du fait de l'accélération des restructurations industrielles, le chômage devrait toucher 5,5 % de la population active.

Ces dispositions ne constituent que les prémices d'une attaque de bien plus grande ampleur. Il risque donc de n'y avoir bientôt plus qu'un modèle de « rigueur rose ». C'est sans doute pour s'inspirer de l'exemple de ses camarades autrichiens que Pierre Mauroy vient d'effectuer une visite officielle à Vienne du 23 au 25 février.

Christian Picquet